André Normandeau et Jose Maria Rico

criminologues, École de criminologie, Centre international de criminologie comparée,
Université de Montréal

(1985)

“La criminalité au Québec: 1960-1985. Tendances et configurations”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

à partir de l'article de :

André Normandeau et Jose Maria Rico,

“La criminalité au Québec: 1960-1985. Tendances et configurations”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Denis Szabo et Marc Leblanc, **La criminologie empirique au Québec. Phénomènes criminels et justice pénale**, chapitre 1, pp. 25-65. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1985, 451 pp.

MM. Normandeau et Rico sont criminologues, professeurs à l'École de criminologie, Université de Montréal.

Avec l'autorisation formelle accordée le 25 mai 2005 par M. Normandeau de diffuser tous ses travaux.

Courriel : andre.normandeau@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 5 juillet 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

André Normandeau et Jose Maria Rico

Criminologues, École de criminologie, Université de Montréal

“La criminalité au Québec: 1960-1985.
Tendances et configurations”. (1985)

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Denis Szabo et Marc Leblanc, **La criminologie empirique au Québec. Phénomènes criminels et justice pénale**, chapitre 1, pp. 25-65. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1985, 451 pp.

Les auteurs

André Normandeau, Ph.D. criminologie (1967), Université Philadelphie, PA. Professeur titulaire, École de criminologie, Directeur du Centre international de criminologie comparée (C.I.C.C.) de l'Université de Montréal.

Jose Maria Rico, L.L.D. (Grenade), diplômé (1965), Institut de criminologie de Paris, professeur titulaire, École de criminologie, chercheur associé, C.I.C.C. (Centre international de criminologie comparée).

Table des matières

[Les auteurs](#)

[Sommaire](#)

[Introduction](#)

1. [Tendances générales de la criminalité au Québec : 1960-1985](#)
 - 1.1. [Tendances générales](#)
 - 1.1.1. [Avant 1962](#)
 - 1.1.2. [Après 1962](#)
 - 1.2. [La prévision de la criminalité](#)
2. [Configurations générales et spécifiques de la criminalité au Québec : 1960-1985](#)
 - 2.1. [Délits de violence](#)
 - 2.1.1. [La criminalité de violence](#)
 - 2.1.2. [L'homicide](#)
 - 2.1.3. [Le vol qualifié](#)
 - 2.1.4. [La violence dans le sport](#)
 - 2.2. [Délits contre la propriété](#)
 - 2.2.1. [Le vol par effraction](#)
 - 2.2.2. [Le vol simple](#)
 - 2.2.3. [Le vol d'automobile](#)
 - 2.3. [Délits sexuels et délits familiaux](#)
 - 2.4. [Délits de certains groupes de personnes](#)
 - 2.4.1. [Les femmes et les filles](#)
 - 2.4.2. [La délinquance des mineurs](#)
 - 2.4.3. [Les groupes ethniques](#)
 - 2.4.4. [Les felquistes](#)
 - 2.4.5. [La criminalité des cols blancs](#)
 - 2.4.6. [Les membres du crime organisé](#)
 - 2.4.7. [Les toxicomanes](#)

[Conclusion](#)

- [Graphique 1.](#) Taux % des crimes par 100 000 habitants, Canada et Québec. 1962-1981
- [Graphique 2.](#) *Taux de crimes de violence par 100 000 habitants, au Canada et Québec, 1962-1980*
- [Graphique 3.](#) *Taux de crimes de violence par 100 000 habitants au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie britannique, 1962-1980*
- [Graphique 4.](#) *Taux de crimes de violence par 100 000 habitants à Montréal, Toronto, Edmonton, Calgary et Vancouver, 1962-1980*
- [Graphique 5.](#) *Taux de crimes contre la propriété par 100 000 habitants au Canada et Québec, 1962-1980*
- [Graphique 6.](#) Taux de crimes contre la propriété par 100 000 habitants au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie britannique, 1962-1980
- [Graphique 7.](#) Taux de crimes contre la propriété par 100 000 habitants à Montréal, Toronto, Edmonton, Calgary et Vancouver, 1962-1980
-
- [Tableau I.](#) la criminalité au Canada et au Québec, 1962-1981 *Nombre d'infractions réelles au Code criminel signalées à la police, taux par 100 000 habitants et variations procentuelles annuelles des taux.*
- [Tableau II.](#) Les crimes de violence et les crimes contre la propriété au Canada et au Québec. 1962-1981. Nombre d'infractions réelles signalées à la police, taux par 100 000 habitants et variations procentuelles annuelles des taux.
- [Tableau III.](#) Taux de délinquance, Montréal 1932 à 1982

André Normandeau,

**“La criminalité au Québec: 1960-1985.
Tendances et configurations”.** *

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Denis Szabo et Marc Leblanc, **La criminologie empirique au Québec. Phénomènes criminels et justice pénale**, chapitre 1, pp. 25-65. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1985, 451 pp.

SOMMAIRE

[Retour à la table des matières](#)

Ce chapitre traite des tendances et des configurations de la criminalité au Québec, à la lumière des études empiriques réalisées sur le sujet depuis 1960.

La première partie analyse les tendances générales de la criminalité au Québec sur une période de vingt (20) ans, soit de 1962 à 1981 inclusivement. Les statistiques officielles, avant 1962, n'étaient ni valables ni fiables. Nous avons donc simplement signalé certaines études historiques intéressantes et avons également exposé certaines prévisions pour l'avenir.

La seconde partie traite des configurations générales et spécifiques de la criminalité au Québec. La littérature, à ce sujet, est très substantielle ; aussi, avons-nous sélectionné les principales études sur ce thème. Par ailleurs, étant donné que tous les types de criminalité n'ont pas été nécessairement analysés de façon empirique, nous ne présentons ici, que les types de criminalité qui ont fait l'objet de telles analy-

* Nous remercions Linda Little et Michèle Dionne qui ont collaboré à la phase initiale de la préparation de ce texte.

ses. Enfin, dans la mesure où d'autres chapitres de ce traité traitent de certains délits selon une problématique différente appropriée, nous avons préféré référer le lecteur à ces textes lorsqu'il s'agit de délits « sexuels » (viol, prostitution, etc.) ou de délits « familiaux » (femmes et enfants violentés). Par contre, notre chapitre présentera, en premier lieu, les configurations des délits classiques de violence (homicide, vol qualifié, violence dans le sport, etc.) et des délits contre la propriété (vol par effraction, vol simple, vol d'automobile, etc.). Par la suite, nous présenterons certaines configurations de la criminalité spécifique à des groupes de personnes (les femmes, les jeunes et les bandes, les groupes ethniques, les felquistes, les cols blancs, les membres du crime organisé, les toxicomanes, etc.), puis une conclusion générale ouvrira des pistes de recherche et de réflexion pour l'avenir.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

L'étude des tendances et des configurations de la criminalité s'inscrit dans l'une des plus vieilles traditions de recherche en criminologie. Les premières recherches empiriques, en effet, sont des classiques du genre. Nous pensons ici aux études européennes du dix-neuvième siècle : de Quetelet (1830) sur le *penchant au crime aux différents âges* à Émile Durkheim (1897) sur le *suicide*.

La tradition nord-américaine dans ce champ, remonte aux années 50 et 60 : en particulier, aux travaux de l'École « philadelphienne », aux études américaines des « *trends* » (tendances) et « *patterns* » (configurations) depuis celles de Marvin Wolfgang (1958) sur les « *Patterns in criminal homicide* », Menachim Amir (1971) sur les « *Patterns in forcible rape* » (viol), André Normandeau (1968, 1972) sur les « *Trends and patterns in crimes of robbery* » (vol qualifié) jusqu'à celle de Repetto (1974) sur les « *Residential crime* » (vol par effraction). Des travaux de même nature furent systématiquement réalisés au cours de la décennie des années 70 par le ministère américain

de la Justice et son agence, le Law Enforcement Assistance Administration (LEAA, 1973, 1976, 1979). Un livre récent publié aux États-Unis, *Patterns of Crime* et écrit par Patricia et Paul Brantingham (1983), deux criminologues canadiens de l'Université Simon Fraser (Colombie britannique), fait un bilan des études nord-américaines sur le sujet. Plusieurs de ces études, par ailleurs, ont éclairé différemment les tendances et les configurations de la criminalité en utilisant un indice pondéré de gravité (Sellin et Wolfgang, 1964, Akman et Normandeau, 1968).

Au Québec, les études et les recherches empiriques sur la question ont été fort nombreuses depuis 1960. En fait, il s'agit d'un des domaines de recherche criminologique relativement bien documenté et, soulignons-le, de bonne qualité. Ce chapitre fera donc, tout d'abord, un tour d'horizon des tendances générales de la criminalité au Québec. Par la suite, nous présenterons certaines configurations générales et spécifiques de la criminalité au Québec.

1. TENDANCES GÉNÉRALES DE LA CRIMINALITÉ AU QUÉBEC : 1960-1985

[Retour à la table des matières](#)

L'augmentation et la transformation de la criminalité semblent caractériser, d'après la plupart des spécialistes, notre monde en mutation. Ces phénomènes sont liés, dans les pays en voie de développement, au processus même de changement social, alors que dans les pays développés, ils sont généralement attribués à une urbanisation et à une industrialisation accélérées, ainsi qu'à la complexité accrue des rapports sociaux.

Qu'en est-il du Québec ? Quelles sont les tendances de la criminalité québécoise et celles de ses principales formes ? Comment les unes et les autres se distribuent-elles selon les régions administratives et dans les principaux centres urbains du Québec ? Quelle est la réalité

criminelle de la « belle province » par rapport à celle du Canada et des autres provinces et territoires ? Comment mesurer cette criminalité ? Quelle est la valeur des statistiques criminelles, instrument traditionnellement utilisé dans ce but ? Peut-on prévoir la criminalité des années à venir ?

La réponse à ces questions est fondamentale pour l'établissement d'une politique criminelle qui tienne compte de la réalité sociale.

À cet effet, il convient de traiter séparément les tendances générales et la prévision de la criminalité et de la délinquance.

1.1 Tendances générales

[Retour à la table des matières](#)

Les tendances générales de la criminalité au Canada et au Québec seront examinées par rapport à l'année 1962, où fut instauré un système de déclaration uniforme de la criminalité.

1.1.1 Avant 1962

[Retour à la table des matières](#)

Selon Durkheim, le crime est un phénomène social normal, parce qu'une société qui en serait exempte est tout à fait impossible. Dans toute association humaine d'une certaine ampleur, il y a toujours eu des individus ayant une conduite antisociale. Celle-ci a pu changer au cours de l'histoire, et les actes considérés comme des crimes n'ont pas été et ne sont pas partout les mêmes. Cependant, partout et toujours, il y a eu - et il y a encore - des hommes et des femmes qui se sont conduits - et se conduisent encore - de manière à attirer sur eux cette réaction passionnelle qu'est la peine.

Le Québec n'a pas échappé à cette règle sociologique. En effet, l'étude de Boyer (1966) sur les crimes et les châtiments au Canada français du XVIIe au XXe siècle, montre comment de nombreux dé-

lits (duel, magie, sorcellerie, sacrilège, blasphème, gaumine, charivari, etc.), relativement fréquents au cours des trois derniers siècles, ont complètement disparu de la législation pénale actuelle, alors que d'autres infractions, telle la bigamie, ne sont plus punies avec la même sévérité. Par contre, certaines catégories criminelles qui suscitent de nos jours une grande préoccupation sociale se retrouvent déjà au XVII^e siècle en Nouvelle-France : c'est le cas, par exemple, des infractions en matière de trusts et de cartels (en 1684, un marchand de vins fut accusé d'avoir tenté de s'accaparer de l'ensemble du commerce des vins).

Au cours de la première moitié du XVIII^e siècle, les travaux de Lachance (1984) permettent de constater que les délits contre la personne connaissent une baisse progressive, passant d'un taux d'accusation pour 10 000 habitants, de 79,8 (entre 1712-1723) à 7,1 (entre 1748-1759), tandis que les atteintes contre la propriété suivent une courbe descendante, entre 1712 et 1747, avant d'augmenter considérablement durant la guerre de la Conquête, les taux d'accusation étant de 18,3 (entre 1712-1723), 14,7 (entre 1724-1735), 6,8 (entre 1736-1747) et 19,4 (entre 1748-1759). Les crimes de lèse-majesté et les délits contre les mœurs connaissent également une baisse importante entre 1712 et 1759 ; les taux des premiers passent de 17,3 à 7,1 et ceux des seconds, de 6,8 à 2,0. La criminalité semble être plus répandue dans les villes (58% des accusés dont on a pu retracer le lieu où ont été commis les délits) qu'à la campagne (40%), alors que 80% de la population vit dans des zones rurales. On retrouve à la ville une criminalité où prédominent les actes de violence contre la personne (40% des accusés), viennent ensuite les crimes contre les biens (30% des accusés), représentant 72% de tous les vols et 92% de tous les recels. À la campagne, le nombre de délits de violence contre la personne est assez élevé (64% des accusés), mais cette délinquance présente peu de gravité, les campagnards étant surtout accusés de voies de fait (54%) découlant principalement de disputes de voisinage pour divers prétextes ; le rapt de séduction, dont le procédé le plus classique est la promesse de mariage, constitue également une modalité fort importante de criminalité dans les zones rurales (89% de tous les accusés pour ce type particulier de délit). Aussi bien à la campagne que dans les villes, la criminalité est spécifiquement masculine (80% des accusés) et est imputée à un niveau social bas ou moyen (les soldats, les gens de

commerce et de métier et les habitants représentent 69% des accusés) ; l'âge moyen des inculpés est de 23 ans.

Dans une autre étude historique sur la prison de Québec entre 1814 et 1834, Fecteau (1983) observe, dans un éventail de 55 délits passibles de prison et faisant l'objet de poursuites pénales, que le vagabondage, l'assaut et le vol simple compte à eux seuls Pour 62% de tous les délits répertoriés. La catégorie des crimes contre la propriété s'est accrue de façon tout à fait constante et régulière au cours de cette période, ainsi que l'emprisonnement pour dettes. Ce sont, cependant, les infractions contre l'ordre public qui prédominent parmi les causes d'emprisonnement, bien que, pour la période comprise entre 1832 et 1834, c'est l'oisiveté qui apparaît comme la première cause d'incarcération (le vagabondage comptait alors pour 36% de tous les chefs d'emprisonnement). Les individus incarcérés sont, de façon constante et majoritaire, des hommes anglophones (même si, en 1819, la ville de Québec comptait 75% de francophones, la proportion étant par ailleurs encore plus forte dans la campagne environnante) provenant des classes populaires. D'une manière générale, il semble évident que, faute de données suffisamment précises et détaillées sur tous ces phénomènes, il est pratiquement impossible de procéder à leur évaluation scientifique (Tremblay, Therriault et Normandeau, 1983).

1.1.2 Après 1962

[Retour à la table des matières](#)

Avant de présenter les tendances générales de la criminalité et de ses principales formes et d'aborder le problème de la prévision de la délinquance, il convient de s'interroger, ne serait-ce que brièvement, sur la question de la mesure de la criminalité.

1.1.2.1 La mesure de la criminalité. Mesurer la criminalité d'un pays est une tâche compliquée, aussi bien en raison des difficultés entourant la définition du terme « crime », que des multiples aspects matériels et techniques à prendre en considération pour procéder à une telle mesure.

Pour une approche générale de la criminalité, ce sont les statistiques criminelles qui fournissent les informations les plus pertinentes et indiquent, sans parti pris et sans émotivité, les problèmes spécifiques auxquels doit s'attaquer en priorité l'administration de la justice.

Les résultats obtenus à l'aide des statistiques criminelles ont une portée qu'on ne saurait mésestimer ni surestimer. Étant donné qu'ils ne reflètent la criminalité réelle que par le biais de la criminalité apparente ou légale ¹, ces résultats sont toujours relatifs et doivent, par conséquent, être interprétés avec prudence. C'est ainsi que l'augmentation apparente de la criminalité ou de la délinquance peut provenir en réalité d'une cueillette plus adéquate de l'information, de l'attitude des citoyens face à la criminalité et à la police, d'une efficacité accrue des forces de l'ordre ou de l'évolution des lois. Dans ces conditions, les statistiques criminelles constitueraient moins de véritables mesures de la criminalité que des moyens pour analyser et comprendre les modes d'opérer et les clientèles du système de justice pénale.

Il est par ailleurs imprudent de parler de la criminalité comme d'un tout homogène, étant donné que ce terme désigne des faits fort différents, pouvant aller du vol simple, de la fraude par carte de crédit, de l'attentat à la pudeur ou de la consommation occasionnelle de marijuana au meurtre prémédité. La description réelle de la criminalité d'un pays à partir des informations fournies par ses services de police demeure difficile, dans la mesure où l'on ne sait pas exactement ce que de telles informations mesurent.

À cet égard, cependant, les données peuvent être divisées en deux catégories : a) des informations fiables, qui constitueraient de véritables statistiques au sujet de certains crimes tels l'homicide, les vols de banque, les attentats à la bombe ou les vols de véhicules automobiles

¹ On distingue, en général, trois niveaux de réalité en ce qui concerne la criminalité. La criminalité *réelle* est constituée par l'ensemble des infractions qui se commettent effectivement dans une population et à une époque données, indépendamment du fait qu'elles aient été l'objet d'une dénonciation, d'une investigation de la police ou d'une décision judiciaire. La criminalité *apparente* est celle qui a été communiquée à la police ou connue de celle-ci. Finalement, la criminalité *légale* est celle qui résulte du nombre des causes jugées ou des décisions prises par les organismes judiciaires.

(il s'agit dans ces cas d'incidents très visibles ou très fidèlement signalés et enregistrés pour des raisons diverses : gravité et impact de l'acte, dédommagement par une compagnie d'assurance, etc.) ; b) une autre série de données concernant les autres infractions, qui peuvent être considérées comme un ensemble d'indicateurs de réaction sociale relatifs à certains incidents ou à divers groupes socio-économiques impliqués, plutôt que comme de véritables instruments de mesure de ces formes de criminalité (Élie, D., 1981).

Compte tenu de ces réserves, les statistiques criminelles restent l'outil indispensable pour connaître la criminalité d'un pays ainsi que ses variations. Par ailleurs, ce sont les statistiques policières qui, étant plus proches de la réalité délictueuse, renseignent de la façon la plus valable sur cette réalité. Au Canada, elles contiennent les données les plus stables et les plus importantes sur le sujet ².

Les statistiques policières de la criminalité sont publiées au Canada depuis 1920. On y trouve fondamentalement des données sur la criminalité générale au pays et dans chaque province, des données particulières sur les zones métropolitaines et sur les territoires couverts par les divers services de police, ainsi que des informations sur le nombre d'infractions signalées et classées, sur le taux de criminalité par 100 000 habitants et sur le nombre de personnes inculpées.

C'est cependant à partir du 1^{er} janvier 1962 qu'un système de Déclaration uniforme de la criminalité (D.U.C.) est entré en vigueur pour l'ensemble du pays. Bien que ce système ait permis une nette amélioration de la situation, sa mise en oeuvre a présenté de nombreuses difficultés aux corps policiers (adaptation au nouveau programme, manque de personnel compétent et de moyens, etc.), entraînant de la sorte de multiples lacunes et déficiences.

Au Québec, en 1971, les lacunes les plus graves provenaient de l'imprécision contenue dans les rapports soumis par les services municipaux de police et par la Sûreté du Québec, ainsi que du programme

² Statistiques Canada publie annuellement, en plus des statistiques policières, trois autres types principaux de statistiques criminelles : celles des tribunaux, des établissements de correction et des jeunes délinquants.

même de Déclaration uniforme de la criminalité (Arcand, S. et Tardif, G., 1973) :

a) en ce qui a trait aux rapports soumis par les services municipaux de police, ces lacunes et déficiences étaient, entre autres, les suivantes :

- l'absence totale de certains rapports mensuels ;
- un nombre réel de délits ne concordant pas avec la soustraction des affaires non fondées des délits communiqués à la police ou constatés par celle-ci ;
- un nombre d'affaires classées souvent égal ou même supérieur au nombre réel d'infractions commises, ce qui peut laisser supposer, entre autres hypothèses, que les services concernés ne rapportent comme délits que ceux qu'ils ont réussi à solutionner ;
- l'existence d'un plus grand nombre d'infractions classées « sans mise en accusation » que « par mise en accusation », ce qui semble indiquer, dans plusieurs municipalités, une certaine prédilection à solutionner les crimes et les délits de façon informelle ;
- l'apparition de chiffres dans les colonnes « personnes inculpées », alors qu'on ne rapporte aucune infraction classée par mise en accusation ;

b) pour ce qui est de la Sûreté du Québec, les principales déficiences à déplorer étaient entre autres :

- l'absence de concordance, non seulement entre les données fournies par ce service policier quant aux crimes-indices par district judiciaire et par région administrative, mais également entre ces dernières et les données publiées dans leurs propres rapports annuels ;

- l'absence de discrimination entre les délits dont ce service s'est occupé d'office et ceux où il n'a apporté qu'une aide au corps de police municipale (c'est ainsi que certains délits peuvent être rapportés deux fois à Statistique Canada, soit par la Sûreté du Québec, soit par le service de police municipale) ;

c) enfin, en ce qui concerne le programme même de déclaration uniforme de la criminalité, on peut émettre certaines réserves relatives à la codification des données, en particulier quant à :

- l'inclusion dans une seule et même catégorie des infractions communiquées à la police et celles constatées par cet organisme ;
- l'assimilation tant de la tentative à l'acte consommé que des délits de même type mais de gravité différente (par exemple, le vol de banque et le vol d'un sac à main) ;
- l'existence de catégories résiduelles trop considérables (par exemple, celle des « autres infractions au Code criminel », qui regroupe parfois jusqu'à 20% des délits) ;
- le fait que l'on dénombre les crimes et les criminels, sans porter la moindre attention aux victimes.

En 1974, Statistique Canada raffinaient son programme de déclaration uniforme de la criminalité, notamment grâce à l'élargissement des catégories délictueuses, qui passent de 26 à 72 catégories (groupées en 18) et à la possibilité de comparaison des données nouvelles avec celles des années antérieures.

Malgré ces améliorations, Oosthoek émettait en 1978 de sérieuses réserves au sujet des informations officielles canadiennes sur la criminalité, doutant que ces données mesurent vraiment le phénomène qu'elles prétendent capter. Selon cet auteur, les difficultés et les déficiences concernant la déclaration uniforme de la criminalité sont :

- d'ordre méthodologique, car si l'on essaie d'utiliser les données officielles comme des données représentant la perpétration d'ac-

tes criminels, on risque de faire des hypothèses qui s'avèreraient certainement fausses ;

- d'ordre linguistique, dans la mesure où le langage utilisé dans ces données se calque sur le langage juridique et les rend impropres à l'analyse multivariée dans le cadre de l'élaboration d'énoncés de tendances de la criminalité et de la prévention ;
- d'ordre pratique, étant donné le processus de filtrage utilisé dans la production des informations et le caractère problématique de l'interprétation qui peut résulter de leur analyse.

En 1981, un groupe de travail chargé de la mise en oeuvre du Centre canadien de la statistique juridique, créé la même année, constatait à son tour les principales lacunes du système de déclaration uniforme de la criminalité : ressources insuffisantes et inégales de certains organismes, manque de dynamisme, peu de priorité accordée par Statistique Canada à la division de la statistique judiciaire, déclaration irrégulière et incomplète de données, etc.

La création du Centre canadien de la statistique juridique constitue donc une nouvelle tentative en vue de corriger le système actuel de compilation des données. Son mandat général est de produire et d'aider à produire des statistiques et de l'information sur le crime et l'administration de la justice pénale, civile et administrative qui soient comparables d'une province ou d'un territoire à l'autre, de façon à informer le public et contribuer à l'élaboration d'une politique criminelle au niveau national. A cet égard, les améliorations et corrections qu'on se propose d'apporter touchent : l'application des lois (police), les tribunaux pour adultes, les tribunaux non criminels, les tribunaux en général (ressources, main-d'œuvre et coûts), l'aide juridique, les services pour les jeunes. Ce Centre publie, depuis octobre 1981, un bulletin de service intitulé *Juristat*.

1.1.2.2 Les tendances générales de la criminalité - Les premières études systématiques de l'ensemble de la criminalité québécoise ont été effectuées, vers la fin des années 60, dans le cadre des travaux de la Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale au Québec (Commission Prévost). Le volume 3,

tome 1, de ce rapport, consacré aux tendances générales de la criminalité, montre l'ampleur et la nature des délits commis au Canada et au Québec, entre 1962 et 1966. Les résultats indiquent une augmentation constante et considérable de la criminalité violente contre la propriété, en particulier des vols à main armée (65% des crimes de cette nature commis au Canada), des faillites frauduleuses et des vols de véhicules automobiles, tandis que la délinquance violente contre les personnes, à l'exception des voies de fait, n'accuse pas de hausse considérable. Ils soulignent également l'ampleur qu'a prise la délinquance juvénile, notamment par rapport aux crimes les plus graves, ainsi que l'augmentation du nombre des récidivistes. Dans le deuxième tome, on analyse trois formes spécifiques de criminalité qui semblent poser au Québec des difficultés particulières : la faillite frauduleuse, le vol à main armée et le vol d'automobile. Enfin, dans le troisième tome, on traite du crime organisé.

Le rapport de 1970 du Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal, préparé en vue de l'intégration et d'une plus grande coordination des forces policières de l'île de Montréal, contient de nombreux renseignements sur la situation de la criminalité sur ce territoire en 1969, ainsi que sur son évolution depuis 1962. On y remarque que près de 90% de tous les crimes contre la personne sont commis à Montréal, contre 10% pour les autres municipalités de la Communauté, alors que pour les crimes contre la propriété, la proportion est de 70% à Montréal et de 21% en banlieue. Par ailleurs, la hausse des délits contre les biens est beaucoup plus forte en banlieue qu'à Montréal (345% entre 1962 et 1969, contre 135%).

Les données contenues dans ce rapport ont servi à alimenter le Livre blanc sur la police et la sécurité des citoyens, publié en 1971 (Choquette, 1971). Selon ce document, la criminalité a connu au Québec une augmentation rapide depuis 1962, tandis que le taux de solution des crimes est en régression. La hausse de la criminalité se manifeste aussi bien en ce qui concerne ses formes traditionnelles qu'en ce qui a trait à ses nouvelles formes : crime organisé (règlements de compte, tentatives de corruption de fonctionnaires et hommes politiques, jeu illégal, prostitution, trafic de drogues et prêt usuraire, entre autres), le territoire (surtout les attentats à la bombe reliés à certaines activités du F.L.Q.) et le crime d'ordre économique (faillites fraudu-

leuses, incendies criminels, ventes illicites de terrains, etc.). Une analyse plus détaillée de l'évolution de la criminalité québécoise montre que les cambriolages, les vols qualifiés et les vols simples de plus de 50 \$ sont responsables en grande partie de l'augmentation du crime. En 1969, le Québec comptait parmi les zones les plus criminogènes au Canada, venant au deuxième rang des provinces pour le taux des crimes-indices ³, derrière la Colombie britannique. À l'intérieur du Québec, le rythme d'augmentation de la criminalité a été plus élevé en province que dans les villes (en 1962, il se commettait sur l'île de Montréal environ 62% de la criminalité québécoise, alors qu'en 1969 ce pourcentage n'atteignait que 52%); cependant, malgré cette diminution, Montréal demeure un endroit où le taux de criminalité est des plus élevés au Québec. Sur une base régionale, les zones qui enregistraient en 1969 les plus hauts taux de criminalité étaient, dans l'ordre : l'Outaouais, Montréal, le Nord-Ouest, la région de Québec, l'Estrie, la Côte Nord, Trois-Rivières, le Saguenay et le Bas St-Laurent.

La plupart de ces résultats sont confirmés par une recherche originale effectuée par Gendron sur l'ensemble de la criminalité québécoise en 1971. L'originalité de ce travail, intitulé *l'Atlas de la criminalité au Québec en 1971*, consiste en l'utilisation de la cartographie automatique et par ordinateur en vue d'identifier les territoires où l'on retrouve des concentrations de sept catégories de délits (homicide, viol, blessures, vol qualifié, vol par effraction, vol d'automobile et vol de plus de 50 \$). C'est la région de l'Outaouais qui est la plus touchée pour l'ensemble de ces catégories criminelles, suivie de celles de Montréal et du Nord-Ouest. En ce qui concerne les délits contre la personne, la région de Montréal occupe la première place pour les vols qualifiés, la troisième pour les blessures et la quatrième pour les homicides; les autres zones les plus touchées par les crimes de cette nature sont le Bas Saint-Laurent, l'Estrie, Québec, Trois-Rivières et le Saguenay. Quant aux crimes contre la propriété, les régions les plus criminogènes

³ Ces crimes-indices comprennent : le meurtre, l'homicide involontaire coupable, les blessures et les voies de fait, le vol qualifié, l'introduction par effraction, le vol de véhicule moteur et le vol de plus de 50 \$. Étant donné leur gravité, ces délits ont la plus grande probabilité d'être presque toujours rapportés à la police ou découverts par celle-ci. Il convient de souligner que certaines affirmations contenues dans ce livre blanc sont contredites par les données statistiques officielles que nous présentons plus loin.

nes sont, par ordre décroissant d'importance, l'Outaouais, Montréal, le Nord-Ouest, Québec et l'Estrie.

L'année 1971 a fait également l'objet d'une étude de l'ensemble de la criminalité québécoise par Arcand et Tardif (1973). Cette étude fait partie d'un projet pilote destiné à élaborer un relevé mécanographique annuel des statistiques criminelles policières au Québec, et présente des résultats analogues à ceux des travaux déjà mentionnés.

Les travaux que nous venons d'examiner, ainsi que d'autres recherches et ouvrages plus récents (Canada, 1982 ; S. Bellot, et D. Élie, 1983), permettent de dégager les principales tendances de la criminalité québécoise et de la situer par rapport à celle du Canada et des autres provinces.

À cette fin, le tableau 1 présente, pour le Canada et le Québec, le nombre d'infractions réelles ⁴ au Code criminel signalées à la police entre 1962 et 1981, ainsi que les taux par 100 000 habitants.

La lecture de ce tableau montre que la criminalité apparente, à l'exception d'une période de relative stabilité entre 1975 et 1978, est en augmentation quasi constante depuis 1962, aussi bien au Canada qu'au Québec. Au Canada, le nombre d'infractions a plus que quadruplé pendant la période étudiée, passant de 514 986 en 1962 à 2 168 201 en 1981, soit une hausse de 321% (le taux par 100 000 habitants est passé de 3 338,6 à 8 963,4, soit un accroissement de 168,5%). Au Québec également, la criminalité a plus que quadruplé ; 110 452 délits furent signalés à la police en 1962, tandis que ce chiffre s'élevait en 1981 à 472 994, soit une hausse de 328% (l'évolution des taux a été de 2 490,0 à 7 460,4, soit une augmentation de 199,6%). Dans les deux cas, les augmentations survenues depuis 1978 sont importantes ; ce sont les délits contre la propriété qui semblent, en grande partie, responsables de cette hausse. De façon générale, le taux de criminalité par 100 000 habitants au Québec est régulièrement inférieur à celui du Canada (graphique 1).

⁴ C'est-à-dire après déduction des « affaires non fondées », ce qui signifie que l'enquête policière a révélé que l'infraction n'a pas été commise ou qu'il n'y a pas eu de tentative.

Tableau 1.

la criminalité au Canada et au Québec, 1962-1981 *Nombre d'infractions réelles au Code criminel signalées à la police, taux par 100 000 habitants et variations procentuelles annuelles des taux.*

[Retour à la table des matières](#)

Année	Canada			Québec		
	Nombre	Taux	Variations proc. ann. des taux	Nombre	Taux	Variations proc. ann. des taux
1962	514 986	3 338,6		110 452	2 490,0	
1963	572 105	3 637,5	8,9	122 300	2 696,8	8,3
1964	626 038	3 900,2	7,2	135 501	2 924,8	8,4
1965	628 418	3 831,0	-1,8	133 170	2 809,3	-3,9
1966	702 809	4 183,4	9,2	14 8295	3 057,5	8,8
1967	78 6071	4 529,6	8,3	171 268	3 429,3	12,2
1968	897 530	5 045,7	11,4	191 293	3 754,5	9,5
1969	994 790	5 465,6	8,3	217 871	4 198,0	11,8
1970	1 109 988	5 964,4	9,1	226 669	4 305,5	2,6
1971	1 166 457	6 139,7	2,9	219 808	4 124,5	-4,2
1972	1 189 805	*	8	224 833	*	*
1973	1 298 551	*	*	283 972	*	*
1974	1 456 885	6 490,5	5,7	311 698	5 081,2	23,2
1975	1 585 805	6 955,3	7,2	336 426	5 436,7	7,0
1976	1 637 704	7 086,6	1,9	337 088	5 339,5	-0,7
1977	1 654 020	7 101,5	0,2	322 930	5 139,6	-4,8
1978	1 714 297	7 300,7	2,8	320 119	5 093,3	0,9
1979	1 855 271	7 837,6	7,3	384 788	6 108,8	19,9
1980	2 045 399	8 553,0	9,1	446 771	7 087,7	
			4,8	472 994	7 460,4	5,2

SOURCE : Statistique de la criminalité et de l'application des règlements de la circulation, Ottawa, Information Canada.

* Les taux des années 1972 et 1973 n'ont pas été fournis.

Le tableau 2 rapporte l'évolution de la criminalité de violence et contre la propriété au Canada et au Québec.

En ce qui concerne la *criminalité de violence*, elle est en hausse quasi constante au Canada depuis 1962. Ainsi, le taux par 100 000 habitants est trois fois et demi plus important en 1981 qu'en 1962. Par ailleurs, ces délits représentaient en 1981 environ 7,5% de l'ensemble des infractions au Code criminel.

Au Québec, la période 1962-1981 se caractérise également par une augmentation des crimes de violence. Néanmoins, la progression n'est pas régulière et l'on distingue deux vagues importantes : de 1972 à 1975 et de 1978 à 1981. Au cours de cette dernière année, les délits violents représentaient au Québec moins de 7% de l'ensemble des infractions au Code criminel (graphique 2).

La comparaison de la criminalité de violence au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie britannique permet de constater que c'est en Colombie britannique que le taux moyen est le plus élevé (soit 677,7 crimes violents par 100 000 habitants) ; l'Alberta se classe au deuxième rang (avec un taux moyen de 619,7), puis l'Ontario (taux moyen de 463,8) et enfin le Québec (dont le taux moyen n'est que de 289,2). En général, les taux des crimes violents au Québec sont inférieurs à ceux des provinces situées à l'ouest ; ainsi qu'au taux moyen de l'ensemble du Canada (voir graphique 3).

Par contre, la comparaison entre les principales zones métropolitaines du pays indique qu'Edmonton est la ville où le taux moyen de cette forme de criminalité est le plus élevé (927,3), suivie de Vancouver (taux moyen : 740,5), alors que le taux moyen de Montréal (511,2) est supérieur à celui de Calgary (510,1) et à celui de Toronto (419,7). La zone métropolitaine de Montréal se caractérise, par ailleurs, par une hausse importante du nombre et du taux de délits violents, cette hausse s'étant effectuée notamment au cours de trois périodes précises (1962-1969, 1971-1975 et 1978-1981) (graphique 4). Par rapport à certaines grandes villes américaines, le taux moyen des crimes de violence à Montréal (511,2) est bien inférieur à ceux de Détroit (1 795,4), Washington (1 452,4), Saint-Louis (1 423,4), San Francisco (1 151,8), Boston (1 055,6) et Philadelphie (623,9).

Tableau II.

Les crimes de violence et les crimes contre la propriété au Canada et au Québec. 1962-1981. Nombre d'infractions réelles signalées à la police, taux par 100 000 habitants et variations procentuelles annuelles des taux.

[Retour à la table des matières](#)

Crimes de violence							Crimes contre la propriété					
Canada				Québec			Canada			Québec		
Année	Nombre	Taux	Var. pro. taux	Nombre	Taux	Var. pro. taux	Nombre	Taux	Var. pro. taux	Nombre	Taux	Var. pro. taux
1962	14 954	188,1	-	6 208	115,6	-	316 826	1 704,9	-	79 612	1 463,6	*
1963	40 817	215,6	14,6	7 264	132,5	14,6	351 554	1 857,0	8,9	80 470	1 632,4	11,5
1964	48 082	249,2	15,6	7 825	140,1	5,7	374 773	1 942,7	4,6	91 363	1 636,1	0,2
1965	51 978	264,6	6,2	9 059	159,3	13,7	371 918	1 893,3	-2,5	90 909	1 599,1	-2,2
1966	61 246	306,0	15,6	10 774	186,4	17,0	408 108	2 039,0	7,7	95 014	1 643,6	2,8
1967	68 640	336,8	10,1	12 269	209,2	12,2	457 996	2 247,5	10,2	108 118	1 843,7	12,2
1968	77 812	375,9	11,6	13 582	229,1	9,5	528715	2 554,0	13,6	121 382	2 047,6	11,0
1969	85 367	406,5	8,1	15 111	252,4	10,2	587 162	2 795,9	9,5	136 913	2 287,6	11,7
1970	92 412	433,9	6,7	15 087	250,9	-0,6	669 292	3 142,6	12,4	145 730	2 424,4	6,0
1971	98 144	455,0	4,8	14 976	248,4	-1,0	720 845	3 342,1	6,3	146 761	2 434,7	0,4
1972	100 886	464,2	2,0	15 700	259,4	4,4	724 383	3 322,0	-0,6	152 515	2 520,7	3,5
1973	104 359	485,9	4,7	17 739	291,6	12,2	747 586	3 383,5	1,8	170 947	2 811,0	11,5
1974	126 053	561,6	15,6	23 858	388,9	33,3	855 603	3 811,7	12,6	205 758	3 354,3	19,3
1975	135 424	594,0	16,3	27 223	439,9	13,1	938 772	4 117,4	8,0	229 792	3 713,5	10,7
1976	136 935	592,5	-0,2	26 866	430,3	-2,1	959 002	4 149,7	0,7	231 126	3 702,2	-0,3
1977	135 745	582,8	-1,6	25 345	403,3	-6,2	955 732	4 103,2	-1,1	219 246	3 489,1	-5,7
1978	138 972	591,8	1,5	25 202	400,9	-0,6	988 970	4 211,6	2,6	214 996	3 410,9	-2,2
1979	147 528	623,2	5,3	29 176	463,1	15,5	1 074 016	4 537,0	7,7	260 131	4 129,7	21,0
1980	155 864	651,7	4,6	31 131	493,2	6,6	1 207 707	5 049,9	11,3	306 037	4 854,9	17,6
1981	162 228	670,6	2,9	32 950	519,7	5,4	1 291 594	5 339,5	5,7	322 433	5 085,8	4,8

Sources : Statistique de la criminalité et de l'application des règlements de la circulation, Ottawa, Information Canada.

Graphique 1.

Taux % des crimes par 100 000 habitants, Canada et Québec. 1962-1981

Quant aux *délits contre la propriété*, leur évolution au Canada, pendant la période examinée, se caractérise par une tendance à la hausse à peu près constante. On peut observer toutefois que les trois dernières années sont marquées par des augmentations plus élevées que celles des années précédentes. Ces crimes représentent, par ailleurs, environ 60% de l'ensemble des infractions au Code criminel.

Au Québec, bien que l'évolution soit également caractérisée par une tendance à la hausse entre 1962 et 1981, la progression n'est pas régulière. En effet, on distingue une vague d'augmentation plus rapide, de 1971 à 1975, et une série de hausses encore plus élevées, de 1979 et 1981. Ces délits représentent environ 68% de l'ensemble des infractions au Code criminel (graphique 5).

Par rapport à l'Ontario, l'Alberta et la Colombie britannique, le taux moyen de ces délits est inférieur au Québec, soit 2 684,2 (4 686,0 en Colombie britannique, 3 781,2 en Alberta et 3 252,3 en Ontario). Comme dans le cas des crimes violents, les taux de criminalité contre

la propriété au Québec sont inférieurs à ceux des provinces situées à l'ouest, ainsi qu'au taux moyen du Canada (voir graphique 6).

La comparaison entre les zones métropolitaines montre encore une fois qu'Edmonton vient en première place avec le taux annuel moyen le plus élevé (5 653,1), suivie de Vancouver (5 317,2) et de Calgary (4 280,9), alors que le taux moyen de Toronto (3 379,3) est inférieur à celui de Montréal (3 797,3) (graphique 7). ⁵

1.2 La prévision de la criminalité

[Retour à la table des matières](#)

Pendant longtemps, on a admis sans difficulté, faute de disposer d'une meilleure méthode d'approche, que l'explication du passé demeurerait valable pour la prévision de l'avenir. Aujourd'hui, il apparaît nécessaire dans de nombreux domaines, notamment en matière économique, de passer de la rétrospective à la prospective. Cependant, l'application à la criminalité d'une telle approche reste encore presque inédite. L'intervention sociale au sujet du crime est traditionnellement postérieure à la manifestation de celui-ci. Cette situation, historiquement considérée comme inéluctable en raison de la nature du phénomène, a contribué à situer pendant longtemps les services responsables de la prévention du crime et du traitement des délinquants dans une perspective de pure gestion. L'apparition des notions de planification et, plus récemment, de rationalisation des choix budgétaires, a constitué un facteur propice à l'élaboration de techniques de prévision en matière criminelle.

⁵ Les tableaux et les graphiques indiqués précédemment ont été extraits de Belot et Élie, op. cit., et complétés par l'auteur pour l'année 1981.

Graphique 2
*Taux de crimes de violence par 100 000 habitants,
au Canada et Québec, 1962-1980*

Graphique 3.
*Taux de crimes de violence par 100 000 habitants au Québec, en Ontario,
en Alberta et en Colombie britannique, 1962-1980*

Graphique 4.
Taux de crimes de violence par 100 000 habitants à Montréal, Toronto, Edmonton, Calgary et Vancouver, 1962-1980

Graphique 5.
Taux de crimes contre la propriété par 100 000 habitants au Canada et Québec, 1962-1980

Les prévisions de l'état futur des divers éléments du système de répression du crime, notamment des politiques concernant la criminalité et ses répercussions possibles, peuvent aider dans l'élaboration et la mise en œuvre, non seulement de théories macro-criminologiques, mais aussi et surtout de politiques en matière criminelle, en particulier de projets de grande envergure de prévention du crime.

La plupart des chercheurs qui ont établi dans le passé des prévisions criminologiques qualitatives pour le Canada s'attendaient à une élévation soutenue du taux de criminalité, mais à un rythme décroissant, tandis que celles qui ont dressé plus récemment des prévisions quantitatives prévoyaient une stabilisation ou même une diminution des taux de plusieurs délits. Cette espérance se fondait surtout sur la diminution de la proportion des jeunes hommes dans la population. Par ailleurs, ces auteurs estimaient que les crimes financiers raffinés prendraient beaucoup d'importance dans un avenir rapproché, tandis que les actes sans victime, telles la prostitution ou la consommation de drogues faibles, seraient retirés tôt ou tard du Code criminel, et que certaines activités néfastes pour la société, comme la pollution de l'environnement, y seraient inscrites.

En 1972, Bédard a analysé des séries chronologiques et a construit des graphiques qui montrent les projections relatives aux taux de criminalité entre 1949 et 1971.

En 1974, Chevrier, LeBlanc et Montmarquette effectuaient une *Étude prévisionnelle de la délinquance juvénile à Montréal*. Après avoir analysé l'évolution de celle-ci, entre 1932 et 1972, les auteurs constataient que le modèle de cette évolution se caractérisait par une tendance générale à la hausse et, depuis les années 60, avaient noté l'existence de cycles réguliers d'environ cinq ans d'augmentation et de diminution de la délinquance.

Plus récemment, Hasenpusch (1979, 1982) a établi des prévisions de la criminalité au Canada pour les années 1978 et 1984. Dans ce but, il a calculé le nombre de plusieurs délits et groupes de délits connus de la police comme étant une fonction de deux variables instrumentales (le nombre de l'année en cours et son logarithme naturel),

de quatre variables explicatives exogènes (la population totale du Canada, la proportion de jeunes hommes dans la population, la proportion de celle-ci vivant dans les régions métropolitaines de recensement et le nombre de voitures par 1 000 habitants), et de deux variables explicatives endogènes (le nombre d'agents de police par 1 000 habitants et le taux de règlement de tous les délits).

Graphique 6.
Taux de crimes contre la propriété par 100 000 habitants au Québec,
en Ontario, en Alberta et en Colombie britannique, 1962-1980

Après avoir établi, par voie de régression multiple, un lien entre les données relatives à ces variables explicatives pour les années 1963 à 1973 et les statistiques de la criminalité correspondante, et fait l'essai des équations de régression ainsi obtenues par rapport aux statistiques de la criminalité des années 1974 à 1977, l'auteur élabore des prévisions pour la période de 1978 à 1984 sur la base de trois situations hypothétiques : situation normale (simple extrapolation des tendances passées), accroissement de la main-d'œuvre et des techniques policières et restriction de la croissance de la main-d'œuvre policière.

Graphique 7.
Taux de crimes contre la propriété par 100 000 habitants à Montréal,
Toronto, Edmonton, Calgary et Vancouver, 1962-1980

Les résultats révèlent que si les tendances actuelles se maintiennent (première hypothèse), nous pouvons nous attendre à une augmentation lente du nombre des homicides, des coups et blessures et des vols, ainsi que du nombre total des délits prévus au Code criminel et de l'ensemble des délits, parallèlement à une stabilisation du nombre des introductions par effraction et des infractions mettant en cause des armes offensives, ainsi qu'à une diminution probable du nombre de viols, de voies de fait, de vols de véhicules à moteur et de fraudes. Une augmentation ou une diminution du nombre de policiers par 1 000 habitants et du taux de règlement de tous les délits aurait probablement peu d'effet, sinon aucun, sur le nombre des homicides, des viols, des voies de fait, des fraudes et des vols simples, de même que sur le nombre total des délits enregistrés. Cependant, une intensification des activités policières (deuxième hypothèse) est susceptible d'entraîner une diminution du nombre des coups et blessures, des intro-

ductions par effraction et du nombre total des délits prévus au Code criminel, en même temps qu'une augmentation probable du nombre de vols de voitures signalés à la police et du nombre des infractions mettant en cause des armes offensives et détectées par la police. Par ailleurs, une diminution du nombre de policiers par 1 000 habitants, ajoutée à une baisse du taux de règlement (troisième hypothèse) entraînerait probablement une réduction du taux des crimes que la population signale à la police, l'adoption de mesures de prévention plus primaires, la constitution par les citoyens insatisfaits de groupes de surveillance privés et, ainsi, une baisse du nombre enregistré des délits prévus au Code criminel, tandis que le nombre de coups et blessures augmenterait de façon considérable.

2. CONFIGURATIONS GÉNÉRALES ET SPÉCIFIQUES DE LA CRIMINALITÉ AU QUÉBEC : 1960-1985

[Retour à la table des matières](#)

Qu'est-ce qui caractérise, de façon générale, certains délits traditionnels (violence et vol) commis au Québec ? Qu'est-ce qui caractérise, de façon spécifique, les délits commis par certains groupes de personnes ? Examinons successivement les délits de violence, les délits contre la propriété, les délits sexuels et familiaux ainsi que les délits commis par certains groupes.

2.1 Délits de violence

Ce volet fera un tour d'horizon de la criminalité de violence et de certains délits spécifiques tels que l'homicide, le vol qualifié et la violence dans le sport.

2.1.1 La criminalité de violence

[Retour à la table des matières](#)

L'étude classique au Québec sur *la Criminalité de violence* est celle de Tardif (1966). A la manière de l'École philadelphienne, il analyse 482 délits de violence : l'homicide, le viol, l'assaut physique et le vol qualifié. Cette étude, comme celles qui suivent, analyse les données à partir d'une étude des dossiers de police. Ses principales conclusions sont les suivantes :

De tous les crimes de violence, seul le vol qualifié, parfois appelé vol avec violence, se commet la plupart du temps sans coup férir. Par ailleurs, tous sont généralement précédés d'une forme quelconque d'intimidation (p. 154).

La force physique est plus fréquemment -utilisée en guise de violence même si l'intimidation a été faite au moyen d'une arme, mais sans atténuer pour autant la gravité des blessures (p. 155).

Seuls les vols qualifiés semblent avoir une distribution variant selon les saisons, avec des hauts en hiver et des bas en été. Les homicides, les assauts et les viols se commettent surtout à l'intérieur tandis que la situation est partagée pour les vols qualifiés. Fait intéressant, il se produit plus de viols dans le domicile de l'auteur que dans celui de la victime ou que partout ailleurs (p. 155).

Les crimes de violence se produisent dans une forte proportion sur un territoire relativement restreint, habité par un faible pourcentage de la population, que la répartition soit faite en fonction des districts policiers ou des secteurs de recensement (p. 158).

Une décennie plus tard, Roussel (1975) traite des *Délits contre la personne et délits sexuels à Montréal*. En conclusion, il dégage quelques traits saillants de son étude :

Il existe donc à Montréal une grande similitude entre la répartition écologique (centre-ville et secteurs adjacents) de la violence contre la personne et de la violence sexuelle (p. 236).

Bien que les délits contre la personne et les délits sexuels se déroulent plus souvent en milieu fermé (lieu d'habitation, établissement commercial, endroit de divertissement), cette caractéristique de la répartition spatiale s'avère davantage évidente pour la violence sexuelle (p. 237).

Il existe dans une différence fondamentale entre ces deux catégories de violence criminelle, non seulement en ce qui a trait au choix de la technique d'agression mais également aux modalités de ce choix par rapport à l'âge des protagonistes (p. 240).

Près des deux tiers des délits sexuels comportent un seul agresseur. Plus de la moitié des cas de violence sexuelle sont totalement planifiés et, tout particulièrement, ceux impliquant trois agresseurs et plus (p. 241).

Plus de quatre-vingt pour cent des délits contre la personne et des délits sexuels sont composés de victimes et d'auteurs qui appartiennent au même groupe ethnique (p. 249).

2.1.2 L'homicide

[Retour à la table des matières](#)

Même si Tardif (1966) avait analysé en partie les configurations de l'homicide, une étude plus spécifique et plus détaillée sur le sujet était réalisée en 1971 par Sarrazin. L'auteur analyse les *homicides criminels à Montréal*, durant les années 60, en décrivant la distribution spatio-temporelle du phénomène. Il constate que les « zones » du centre-ville de Montréal sont le théâtre de plus de la moitié du nombre des homicides, alors que la population de ces zones représente moins du quart de la population de la ville.

Charland (1976) et Élie (1981) ont toutefois contesté cette affination, en se fondant sur l'analyse d'une série chronologique de plus de trente (30) ans. L'étude de Charland, *le Meurtre à Montréal de 1944 à 1975*, signale qu'il est vrai que l'homicide se concentre au centre-ville, mais de 1944 à 1960 seulement. De 1960 à 1975, l'homicide est réparti « équitablement » sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, le livre d'Élie, *l'Homicide à Montréal*, présente un ensemble de renseignements précis. Selon l'auteur, il y aurait une aug-

mentation réelle et importante du nombre de victimes d'homicide à Montréal à travers le temps. En fait, en 1944, on pouvait dénombrer 0,53 homicide par 100 000 habitants, tandis qu'en 1975 ce taux était passé à 5,02. Elle présente trois périodes distinctes, en se basant sur le rythme d'accroissement du nombre de victimes. « La première est comprise entre 1944 et 1955, la seconde entre 1956 et 1967 et la dernière entre 1968 et 1975. Celle-ci semble éloquente. En effet, une augmentation importante est nettement perceptible à partir de 1968 » (p. 32). Il ajoute qu'il n'existe cependant pas « une saison des meurtres. On tue durant toute l'année » (p. 34).

En ce qui a trait à la répartition géographique des homicides, « il semble que la période 1961-1965 constitue une époque charnière, une sorte de tournant. On constate depuis une diffusion rapide du phénomène sur tout le territoire à partir du secteur centre de la ville » (p. 34). « On remarque, en second lieu, qu'il existe très peu de victimes d'homicides dans les zones à haut niveau socio-économique. Les secteurs tels que Westmount, Ville Mont-Royal, Outremont sont presque intacts, sauf à leurs périphéries » (p. 36). En résumé, l'évolution du phénomène ne présente pas de spécificité, que ce soit en termes de statut socio-économique ou d'aire sociale. Elle parle d'une expansion presque aléatoire et clairement discernable.

Élie poursuit sa description en examinant les éléments plus directement reliés à la configuration de l'homicide et il constate que « la variété des moyens accuse une baisse très nette durant cette période (1963-1975). On tue davantage et dans un peu plus de la moitié des cas en utilisant une arme à feu » (p. 46). Il relève aussi que la classification usuelle des motifs apparents des homicides lui semble inadéquate mais que « cette opération n'est pas tout à fait inutile lorsqu'on considère les catégories les plus évidentes et la dernière période de 10 ans. Ainsi, la proportion réelle de règlements de compte n'est pas connue. » Les violeurs et maniaques sexuels tuent relativement peu (1,9% du total). Ils tuent certainement moins que les voleurs (11,5% du total). Il faut noter que, par rapport à l'ensemble du Canada, « ce type d'homicide semble être une spécialité québécoise et montréalaise » (p. 47). Quant à l'importance de la morbidité (santé mentale) chez l'agresseur, il semble qu'elle demeure localisée dans un type d'homicide désigné couramment par l'expression « drame familial »,

qu'elle soit constante et relativement faible par rapport à l'ensemble du phénomène pour la période de 1965 à 1974. Enfin, Élie souligne la problématique de l'efficacité policière en ces termes : « par rapport aux attentes réelles de la population, la police ne peut être efficace » (p. 51).

En conclusion, Élie rappelle que l'homicide à Montréal est caractérisé par sa propagation aléatoire, son hétérogénéité et sa rareté « relative ».

2.1.3 Le vol qualifié

[Retour à la table des matières](#)

Le vol qualifié est lié à la criminalité de violence parce qu'il s'agit d'un vol commis en présence de la victime, contrairement au vol par effraction ou cambriolage, par exemple. Un potentiel de violence est donc présent. En fait, la violence physique est utilisée dans moins de dix (10)% des cas. Normandeau (1968) avait déjà démontré que, du moins dans le contexte américain, le vol qualifié avait autant d'affinités avec la criminalité contre la propriété qu'avec celle contre la personne. Toutefois, la violence « psychologique » de cet acte a, la plupart du temps, contraint les chercheurs à catégoriser le vol qualifié avec la criminalité violente. Le vol à main armée (arme à feu, couteau, autre objet, etc.) est évidemment une espèce plus « dangereuse » de ce type de vol.

Quoiqu'il en soit, les recherches sur le vol qualifié et le vol à main armée au Québec ont été fort nombreuses au cours des dernières années. Déjà, Tardif (1966, 1968), la Commission Prévost (1970), la Commission de police du Québec (1976) et le Service de police de Montréal (1977) avaient réalisé certaines études sur le vol à main armée dans les succursales bancaires à Montréal et au Québec. L'on apprenait ainsi que le Québec, et en particulier la communauté urbaine de Montréal, détenaient le « championnat » des vols de cette catégorie au Canada : par exemple, Montréal, « produit » de cinq à dix fois plus de vols de banque que Toronto, selon les années ; pour l'ensemble des vols à main armée, la différence est de quatre fois plus élevée à Mon-

tréal ; pour l'ensemble des vols qualifiés, la différence se rétrécit à deux fois.

Des études criminologiques plus détaillées ont été entreprises depuis ce temps. Baril (1977), Grenier *et al.* (1978) et Giroux et Huot (1977) ont interviewé plusieurs victimes de vols à main armée, autant pan-ni les employés de banques que parmi les petits commerçants et leurs employés, ainsi que d'autres catégories victimisées (taxi, métro, piéton, résidence personnelle, etc.). Ce travail fut complété par les travaux du *Groupe de travail sur les vols à main armée* du ministère de la Justice du Québec (Laplane et Normandeau, 1980), dont l'une des recherches, réalisée par Manseau (*in* Normandeau, 1982b) portait sur les victimes. Le point de vue de ces victimes est présenté dans le chapitre sur la victimologie du présent *Traité*.

Le rapport du Groupe de travail, intitulé : *le Vol à main armée au Québec*, constatait tout d'abord que le Québec et Montréal détenaient toujours le championnat au Canada, mais qui plus est, que Montréal se rapprochait de la tête de file des villes américaines les plus atteintes par le fléau, à savoir : New York, Washington, D.C., Détroit, Chicago, San Francisco, Los Angeles et Dallas.

L'étude, par le Groupe de travail sur les vols à main armée, de dossiers de vols à main armée au Québec, nous livre les renseignements suivants :

- le quart des vols ont lieu dans une institution bancaire, plus de la moitié chez les petits commerçants, 10% sur la rue, en taxi ou en métro-autobus, 5% dans une résidence privée et dix pour cent ailleurs ;
- les assaillants travaillent avec des complices la moitié du temps, plus pour le vol de banque, moins pour le vol de petits commerçants ;
- la moitié des vols rapportent moins de 500 \$ à leurs auteurs ; c'est d'ailleurs la moyenne des vols chez les petits commerçants ; pour les banques, la moyenne est de 2 000 \$, même si le quart des vols de banques rapportent plus de 5 000 \$;

- pour 85% des vols, il n'y a aucune manifestation de violence physique ; 10% résultent en bousculade légère et 5% en violence « vraie » ;
- les trois quarts des vols se font à visage découvert, mais dans le cas des banques, les voleurs, deux fois sur trois, portent des déguisements ;
- une arme à feu est utilisée dans trois vols sur quatre ;
- si les banques possèdent certains moyens de protection physique, les petits commerçants par ailleurs sont démunis à ce chapitre puisque 90% des dépanneurs, par exemple, n'en ont aucun, ne serait-ce qu'un coffre-fort ;
- 25% des voleurs ont été arrêtés ; la majorité sont des hommes (95%) ; 20% sont des jeunes de moins de 18 ans ;
- 80% des voleurs n'ont pas terminé leurs études secondaires ; 40% n'ont aucune source de revenus connue ; 50% ont déjà été emprisonnés ;
- les deux tiers des victimes sont attaquées pour la première fois et l'autre tiers l'avait déjà été auparavant ; les victimes sont en général plus âgées que leurs assaillants ; les femmes (55%) sont plus nombreuses.

Un travail similaire réalisé exclusivement à Montréal (Marceau et Normandeau, 1981) en arrive aux mêmes résultats que ceux de l'ensemble du Québec, sauf pour le taux d'élucidation des vols : on solutionne plus de 40% des vols « en province » alors que ce pourcentage est de 20% à Montréal.

Le « portrait robot » du voleur a été tracé par Henry et Normandeau (in Normandeau, 1982b). On le retrouve dans le résumé du rapport du Groupe de travail (pp. 71-72), avec les nuances appropriées :

On peut, au total, à partir des données tirées des 169 rapports présentenciels préparés à travers le Québec au cours de 1979, décrire dans les termes suivants le voleur à main armée. On fera bien, cependant, de toujours garder en mémoire que l'auteur de vol à main armée dont il est ici question est strictement celui qui a fait l'objet d'un rapport présentenciel. Il peut être - et il est de fait - sensiblement différent du portrait qu'on pourrait définir à partir de tous les voleurs à main armée qui n'ont même pas été arrêtés.

Cette mise en garde revêt une extrême importance si l'on tient compte des chiffres suivants : 25% seulement des vols à main armée se terminent par une arrestation et, parmi les voleurs arrêtés, un quart seulement (ou à peu près) sont décrits dans un rapport présentenciel. Bien prétentieux, par conséquent, qui oserait, à partir de 6 ou 7 auteurs de vols à main armée affirmer qu'il en connaît parfaitement cent.

Ceci dit, tel est le portrait type du voleur à main armée :

- le voleur à main armée serait donc un jeune homme de 18 ou 19 ans, célibataire, demeurant dans un centre urbain.
- Issu d'un milieu socio-économique défavorisé, il a été affecté par l'alcoolisme d'un de ses parents et il a abouti, lors de la rupture entre son père et sa mère, à un foyer nourricier. Il a comparu à plusieurs reprises devant le tribunal de la jeunesse pour des problèmes de comportement qui découlaient sans doute de ses carences affectives.
- Les études ne l'ont jamais passionné ; il fut absent de l'école plus souvent qu'à son tour et abandonna la fréquentation scolaire dès que l'obligation légale cessa, à 16 ans, de s'exercer pour lui. Il n'a donc comme bagage académique qu'une moitié de cours secondaire.
- Les difficultés scolaires se sont reflétées sur l'emploi. Il a tâté d'un peu n'importe quoi, mais n'a généralement conservé un emploi que le temps de se rendre éligible à l'assurance-chômage. Il en est même aujourd'hui à ne pouvoir compter sur aucun revenu régulier avouable.
- Il meuble ses longs loisirs en fréquentant à jets continus les débits de boisson où il côtoie des pairs confrontés à des si-

tuations analogues aux siennes. Très tôt, ils s'adonnent ensemble à divers délits contre la propriété, dont, assurément, le vol simple et le vol par effraction. Ces délits dont la majeure partie demeurera d'ailleurs ignorée de la justice, lui vaudront deux condamnations à des peines presque nominales.

- Lorsqu'il se lancera enfin dans le vol à main armée, ce sera aux dépens d'un dépanneur. Il fera son coup avec un complice et ils se rendront chez leur victime dans leur propre véhicule et après avoir puisé dans l'alcool le courage manquant.
- Carabine au poing et cagoule au visage, il menacera le dépanneur sans pourtant recourir à une autre forme de violence.
- Arrêté dès son premier délit de cette nature, il sera accusé en même temps de complot, de déguisement, de possession d'arme à feu et il sera trouvé coupable de tous ces délits. Il invoquera un pressant besoin d'argent comme seule explication de son geste.
- Il n'éprouvera d'ailleurs aucun sentiment de culpabilité car son comportement délinquant lui paraîtra correspondre aux mœurs et aux normes de son milieu.
- Comme les valeurs du monde criminel lui deviennent de plus en plus familières et comme elles l'entraînent tout naturellement, comme le démontre son vol à main armée, à des gestes de plus en plus violents, il sera perçu comme présentant pour la société un certain danger. On le considérera donc comme promis à la récidive.
- Le juge prononcera contre lui, après avoir exigé un rapport présentenciel, une peine d'incarcération se situant entre 18 et 24 mois.

Tout compte fait, le rapport du Groupe de travail sur le vol à main armée au Québec décrit donc la situation, en analyse certaines causes et propose quelques solutions. Selon le Groupe de travail, le vol à main armée est un crime coûteux et violent, commis avec une fréquence particulière au Québec, contre des individus mal défendus et des institutions peu équipées, par des jeunes criminels qui échappent souvent à l'action policière et plus souvent encore aux longues peines d'emprisonnement. Au chapitre des causes, le Groupe de travail souligne que le climat socio-économique constitue la toile de fond, comme d'ailleurs certaines conséquences de la rapide évolution québécoise des dernières années ; mais les causes les plus immédiates demeurent l'improvisation dans l'implantation de nouvelles mesures sociales, certaines ambiguïtés dans la stratégie policière, l'apathie presque générale dans le domaine de la prévention et certains comportements équivoques du processus judiciaire. Pour les solutions, le Groupe de travail affirme qu'il faut accorder aux victimes et aux témoins des vols à main armée une attention accrue, identifier et soutenir plus rapidement parmi les citoyens ceux que risquent d'ébranler les pressions socio-économiques et le rythme des changements ; il faut faire porter à chacun sa responsabilité en matière de prévention, mieux préserver dans les grands corps policiers la place qui revient aux escouades spécialisées, mieux rattacher la présente négociation des sentences aux grands objectifs du processus judiciaire et, enfin, créer dans le réseau des affaires sociales des unités où la sécurité soit la préoccupation première.

Depuis les travaux du Groupe de travail du ministère de la Justice en 1980, une équipe de recherche du Centre international de criminologie comparée de l'Université de Montréal, sous la direction de Baril, Cusson, Élie, LeBlanc et Normandeau, a entrepris, de 1981 à 1984, une série de travaux majeurs complémentaires. Le premier volet présente le panorama statistique le plus récent de la situation à l'intérieur d'une problématique générale sur la criminalité de violence (Bellot et Élie, 1983). Nous avons déjà souligné cette contribution au chapitre des tendances de la criminalité. Après un inventaire des écrits et une bibliographie (Charland, 1981 ; Bellot et Gagnon, 1983), ainsi qu'une série d'études empiriques préliminaires reliées à celles du Groupe de travail (Normandeau, 1982b), trois études techniques sont à signaler. Hétu (1983) traite spécifiquement du vol de banque et note que :

La situation à Montréal est spécifique en ce sens qu'il y a toujours eu plus de vols qualifiés, plus de vols à main armée et plus de vols de banque. Les armes à feu ont également toujours plus contribué qu'ailleurs à la perpétration des délits. Également, il semble que l'efficacité de la police soit moins bonne qu'ailleurs et que la mise en place des mesures préventives ait été plus significative au Québec que dans les autres provinces. On a aussi relevé une particularité au niveau des caractéristiques de la population criminelle : les jeunes au Québec participent aux vols de banque plus que dans les autres provinces (p. 217).

Par ailleurs, Kapétanaki (1983), dans un rapport sur *l'Efficacité du contrôle de la police face aux vols qualifiés et aux vols à main armée*, constate que :

Les corps policiers du Québec et de la Communauté urbaine de Montréal enregistrent les taux de solution moyens les plus faibles comparativement à ceux des corps policiers des autres provinces et zones métropolitaines. Parallèlement, ils font face à un taux plus élevé de vols à main armée et de vols qualifiés » (p. 186)... « Il serait donc hasardeux de vouloir trancher la question quant à l'efficacité ou non de l'action policière puisque... l'efficacité policière n'est pas une donnée absolue mais une donnée relative au volume de criminalité. Par ailleurs, il faudrait identifier au préalable un seuil d'efficacité de l'action policière en matière de contrôle de la criminalité (p. 192).

Pour sa part, Diarra (1983) analyse le processus de « sentencing » du vol à main armée à Montréal. Il souligne que 88% des accusés plaident coupables : « On peut dire... qu'il ne se déroule pratiquement pas de débats contradictoires à l'effet d'établir la culpabilité des infracteurs. Cette situation souligne l'importance de la négociation dans le processus du règlement des dossiers... » (p. 218). De plus, 80% des coupables reçoivent une peine d'emprisonnement, de deux ans en moyenne. Cette conclusion rejoint celle du Groupe de travail (Laplante, Marceau et Normandeau, 1980 ; Normandeau, 1981).

Les autres travaux de recherche sur le sujet de l'équipe de l'Université de Montréal sont également intéressants. Quatre études traitent de la carrière du voleur à main armée (Bellot, 1983 ; Dionne, 1984 ; Pinsonneault, 1984 ; Bellot, Dionne, Pinsonneault et Cusson, 1984), deux études tracent le portrait de la réaction policière et judiciaire (Gagnon et LeBlanc, 1984 ; Cantin, 1985), trois études analysent la situation

des victimes et la prévention (Baril et Morissette, 1985 ; Morissette, 1985 et Poirier, 1985), une étude scrute le choix de la cible par les voleurs (Trudel, 1985) et enfin, une étude porte sur les mineurs délinquants et le vol à main armée (Bellot et LeBlanc, 1984).

2.1.4 La violence dans le sport

[Retour à la table des matières](#)

La violence dans le sport ne constitue pas en soi un type de délit. Toutefois, certaines situations peuvent transformer des actes violents en délits criminels. En 1977, le Comité d'étude sur la violence au hockey amateur au Québec (Rapport Néron) avait défini certains aspects de cette violence. Après avoir indiqué qu'elle est multiforme, le rapport distingue la violence d'ordre physique et celle d'ordre « psychologique ». Au niveau physique, le Comité estime que l'intimidation (ex : insulter l'arbitre, retenir inutilement l'adversaire), la rudesse (ex. : élever son bâton, bousculer après l'arrêt du jeu), la rudesse excessive (ex. : frapper un joueur déjà inconscient, donner des coups de patin) seraient des comportements à éliminer du hockey même si ce ne sont que les deux derniers exemples qui sont susceptibles de conduire à des poursuites judiciaires. Le rapport attire aussi l'attention sur l'intimidation psychologique qu'il affirme ne pas être en mesure de dissocier de la violence. Ainsi,

La provocation verbale, les calomnies, les insultes grossières s'inscrivent dans cette soi-disant stratégie. On en fait ample usage dans le but d'énervier l'adversaire, de lui faire perdre la tête et de prendre ainsi avantage de sa faiblesse émotionnelle passagère (p. 53).

Les mémoires présentés au Comité font état de multiples exemples de parents, d'instructeurs et de dirigeants d'organisation qui, en quelque sorte, contribuent à ce climat de violence. Pour sa part, Poupart (1979) « analyse l'expérience des joueurs amateurs de hockey sur glace de la Ligue Junior Majeure du Québec (16 à 19 ans) du point de vue des circonstances de leur implication dans la violence ... à partir d'une cinquantaine d'entretiens semi-directifs » (p. 108) réalisés au-

près d'entraîneurs d'équipe et de joueurs qui, en 1974, faisaient partie de cette Ligue.

Poupart signale qu'« en Amérique du Nord, la violence dans le sport est identifiée comme un problème au niveau des athlètes alors qu'en Europe, il semble qu'elle soit perçue davantage comme un problème au niveau des spectateurs » (p. 64). Poupart estime que les joueurs n'aiment pas se battre, « qu'ils éprouvent de la crainte lorsqu'ils y sont obligés et qu'ils préfèrent un style de jeu basé sur l'habileté d'où sont exclues la bagarre et l'intimidation. Il en est de même pour les entraîneurs » (p. 53). Il relie la violence dans le hockey junior aux stratégies des organisations. Dans cette optique, il perçoit « le comportement des joueurs comme une tentative pour s'ajuster à une situation qui, en elle-même, sous-tend l'existence de la violence » (p. 54).

2.2. Délits contre la propriété

Dans cette section seront examinés successivement le vol par effraction, le vol simple et le vol d'automobile.

2.2.1 Le vol par effraction

[Retour à la table des matières](#)

Le vol par effraction, appelé communément « cambriolage », est l'objet d'une attention particulière depuis quelques années seulement, du moins au Québec. Les statistiques indiquent qu'au championnat national du vol à main armée que le Québec, et Montréal en particulier, détiennent depuis plus de vingt-cinq ans, est venu s'ajouter plus récemment celui du vol par effraction au Canada. Les autorités publiques ont réagi en proposant des programmes de prévention axés sur ce genre de délit. Il portent des noms comme « Gros Bon Sens » à Longueuil, « Prévol » à Laval et « Tandem » à Montréal. Même si les équipes de prévention n'ont fait aucune recherche criminologique sur le sujet, certains programmes sont accompagnés d'études statistiques de la distribution géographique et des caractéristiques des vols par effraction.

Une étude criminologique réalisée par Lauzon (1971) sur *le Cambriolage à Montréal* nous livre certaines conclusions intéressantes :

- le moment le plus propice aux cambriolages est le jour, alors que l'activité policière et sociale est pourtant plus soutenue ;
- les chances de réussite augmentent lorsque le cambrioleur profite de la négligence de la victime ou utilise des outils sophistiqués ;
- les objets volés le plus souvent sont l'argent, les bijoux et les appareils de radio et de télévision ;
- la détection du délit est influencée favorablement par la densité de la population et la concentration du district de police ; par ailleurs, le taux d'encadrement policier n'a aucun effet sur le taux de détection ;
- la distribution horaire des cambriolages donne le profil suivant : au début de la nuit, le cambrioleur choisit les entrepôts et garages ; ensuite et jusqu'à la fin de la nuit, il s'attaque aux restaurants et clubs. Du matin jusqu'à la fin de l'après-midi, il vole dans les maisons de rapport, tandis qu'à partir de l'après-midi jusqu'à la fin de la soirée, il cambriole les maisons privées. Enfin, en cours de soirée, il s'introduit aussi dans les magasins de détail ;
- le cambriolage est un délit qui se situe au début d'une carrière criminelle ; l'auteur est jeune et peu scolarisé ;
- les chances de réussite sont supérieures lorsque l'auteur réside dans le quartier où le délit s'est commis ;
- quinze à vingt pour cent (15 à 20%) des voleurs sont arrêtés ; le tiers ne sont jamais emprisonnés et plu : de la moitié reçoivent une peine de prison de moins de trois mois.

Dans une perspective de prévention du crime par la gestion et l'aménagement du milieu, Baril et Louis-Guérin (1981) ont analysé, dans trois districts policiers de Montréal, certaines caractéristiques du cambriolage, du vol de véhicules à moteur, du vol dans les véhicules et vol d'accessoires, du vandalisme et des méfaits, ainsi que des voies de fait. Pour le cambriolage, signalons que les deux tiers des cambriolages surviennent dans des résidences (logements ou maisons privées). Quarante-vingt (80%) sont commis lors d'absences de moins de vingt-quatre heures. Il n'y a pas de mois ou de jour particulièrement propice. Le plus souvent, c'est en brisant une fenêtre que le cambrioleur pénètre dans l'édifice. Un cambriolage sur trois résulte en une perte supérieure à 1 000 \$. Le taux de solution est de 10%. Il n'y aurait eu des témoins que dans 8% des cambriolages. L'arrestation la plus fréquente est celle du flagrant délit. Le taux de solution étant faible, on ignore si les cambrioleurs « connus » sont représentatifs. Si tel était le cas, plus de 50% des cambrioleurs travailleraient en solo et 25% en équipe de deux. Les auteurs « arrêtés » sont des mineurs (53%) ou des jeunes adultes entre 18 et 21 ans (23%). La plupart vivent d'assurance-chômage ou de bien-être social. Un cambriolage sur deux est le fait de cambrioleurs qui habitent le district du vol. Enfin, si 40% des voleurs adultes reçoivent une sentence suspendue ou une amende, alors que 60% sont emprisonnés pour de courtes périodes, 90% des mineurs sont renvoyés ou reçoivent une sentence suspendue ou une amende, alors que 10% sont envoyés en centre d'accueil pour quelques mois.

Une nouvelle recherche approfondie sur le cambriolage à Montréal est actuellement en cours et elle permettra de connaître davantage le phénomène (Soyez, 1984 ; Biron, Élie, Norrmandeau *et al.*, 1985).

2.2.2 Le vol simple

[Retour à la table des matières](#)

Même si le vol simple est une catégorie assez globale qui comprend tous les vols sans contact victime-agresseur (vol qualifié) et sans effraction (cambriolage), les seules études sur le sujet ont porté sur la seule sous-catégorie du vol à l'étalage.

Mahy-Ma-Somga (1969) analyse les tendances des vols dans les grands magasins de Montréal et constate que les voleurs « à l'étalage » sont surtout des amateurs. Une première étude de Normandeau (1971), sur la base de 1 000 dossiers de vols à l'étalage à Montréal, signalait que le vol à l'étalage n'est pas en rapport direct avec les courbes économiques classiques. La société de consommation favorise ce type de criminalité. Les grands magasins constituent un terrain particulièrement propice à des exploits de ce genre. Le passage à l'acte est favorisé par le fait que le propriétaire est inconnu, la tentation très forte et la surveillance peu efficace.

Par ailleurs, une étude plus récente (Normandeau, 1982a ; Cantin *et al.*, 1982), réalisée à partir de 500 dossiers de vols à l'étalage à Montréal, a démontré que :

- pour l'année 1980, l'estimation des pertes financières est significative : 400 millions de dollars par année au Canada, 100 millions au Québec et 40 millions sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal. Ce crime coûte dix fois plus cher annuellement que tous les vols à main armée dans les succursales bancaires puisque les pertes à ce chapitre en 1980 étaient de quatre millions pour le même territoire.
- En 1980, près de 15 000 Québécois ont été accusés devant le tribunal de vol à l'étalage ; près de 300 000 autres ont été arrêtés par les marchands, sans être référés à la police.
- 50% des voleurs « arrêtés » ont 18 ans et plus ; si l'autre 50% est composé de mineurs de moins de 18 ans, il est probable que pour l'ensemble des vols à l'étalage ce pourcentage serait plus près du tiers car les jeunes ont plus de chances de se « faire prendre » ; ils sont moins expérimentés, plus surveillés et généralement plus vulnérables à une intervention de la sécurité.
- 45% des voleurs « connus » sont des femmes et 55%, des hommes.
- Les voleurs à l'étalage « arrêtés » proviennent de toutes les classes de la société, à la différence de la criminalité classique (vol

simple, vol qualifié, vol par effraction, etc.) dont le portrait robot traditionnel est celui d'un criminel issu d'un milieu socio-économique défavorisé ; par exemple, parmi les adultes arrêtés pour vol à l'étalage, seulement 15% sont sans emploi.

- 75% des voleurs « connus » étaient apparemment seuls pour commettre le délit alors que 25% avaient un complice ou plus.
- Les objets le plus fréquemment volés (environ 10% du total pour chaque catégorie) sont les suivants : les cosmétiques, les disques, cassettes et livres (surtout par les jeunes), les vêtements pour dames, les vêtements pour hommes, les articles de sport.
- La moyenne du vol à l'étalage est de 32,00 \$; la médiane étant de 10 \$ (50% des vols au-dessus et 50% au-dessous de 10 \$).
- 40% des voleurs « arrêtés » utilisent, à titre de cachette, un sac quelconque de magasinage ; 30% utilisent leurs manteaux et survêtements ; 10% utilisent leurs sacs à main ou portefeuilles ; 10% sortent du magasin en « portant » sur eux de façon naturelle l'objet ou le vêtement volé ; et 10% le font de diverses autres façons.

Les mesures préventives sont nettement insuffisantes. Les services de sécurité exercent une répression plutôt qu'une prévention. Pour renverser l'équation, des campagnes de prévention du vol à l'étalage, tel le slogan « Piquer, c'est voler ! », ont été lancées ces dernières années et s'appuient en partie sur les données de la recherche criminologique sur le sujet.

2.2.3 Le vol d'automobile

[Retour à la table des matières](#)

Une vaste étude sur le sujet apporte un certain nombre de renseignements précis (Rizkalla *et al.*, 1972-1974 ; Bernier, 1975). Il s'agissait essentiellement d'une étude dite « coût-bénéfice » pour suggérer

un modèle d'évaluation de l'action policière dans ce secteur d'activités. Les auteurs constatent que Montréal détient un autre championnat canadien, celle du taux de vols d'automobile. Mais, contrairement aux vols à main armée, les écarts sont plus rapprochés puisque le taux de Vancouver est légèrement inférieur (5%) à celui de Montréal, alors que celui de Toronto est inférieur de 40%. Le taux de recouvrement des véhicules est de 86% à Montréal et 98% à Toronto. Le taux de solution est de 13% à Montréal, de 18% à Toronto et de 12% à Vancouver.

Les vols d'automobiles ont lieu en plus grand nombre la fin de semaine et le soir entre dix-huit heures et minuit. L'été est la saison privilégiée par les voleurs.

Cette étude, toutefois, est relativement avare des autres caractéristiques des vols et des voleurs. Il ne faut pas en faire grief aux auteurs puisque l'objectif en était un d'évaluation du travail policier et ne portait pas en soi sur les tendances et les configurations du vol d'automobile. Une nouvelle recherche axée sur cet objectif serait donc nécessaire pour tracer un portrait plus spécifique, plus détaillé et plus d'actualité de la situation des vols d'automobiles dans les années 80.

2.3 Délits sexuels et délits familiaux

[Retour à la table des matières](#)

Ces délits recouvrent des réalités fort différentes, notamment : a) le viol, redéfini par la loi de 1982 sous l'étiquette « d'assaut sexuel » contre les femmes ou contre les hommes ; b) l'assaut sexuel contre les enfants (*l'inceste* et la *pédophilie*) ; c) la prostitution adulte (femmes ou hommes) et la prostitution des enfants et des adolescents ; d) la violence dans la famille (femmes ou hommes, adultes ou mineurs, maltraités).

La problématique des études sur l'assaut sexuel de toute nature ainsi que sur la violence dans la famille relève dorénavant de la « nouvelle victimologie ». Un chapitre de ce *Traité* aborde précisément ce

thème et nous y renvoyons le lecteur. Mentionnons seulement que les principales études sur le viol sont celles de Lacerte et Lamontagne (1980), Boyer *et al.* (1981), Laurin et Voghel (1983) et Clark et Lewis (1983). Les études sur les enfants et les adolescents victimes d'assaut sexuel sont celle de Wilkins *et al.* (1979), ainsi que certaines études spécialisées du Comité de la protection de la jeunesse du Québec. Une étude ancienne de Szabo (1960) sur l'inceste peut servir de point de repère, ainsi qu'une recherche plus récente de Foucault (1980a) sur le sujet.

Au sujet de la prostitution, signalons les études de Limoges (1967), Gemme (1970), Texier et Vézina (1978), Brault (1980) et Brodeur (1983). Le chapitre sur la déviance dans le présent *Traité* fait le tour de la question. Pour la prostitution des mineurs, certains travaux du Comité de la protection de la jeunesse sont pertinents.

Finalement, la violence dans la famille est traitée abondamment depuis quelques années, étant donné la sensibilité accrue du public à ce sujet. Le problème des femmes physiquement maltraitées a été analysé dans des rapports gouvernementaux multiples par les Conseils canadien et québécois du statut de la femme, par les associations regroupant les femmes violentées, ainsi que dans des études indépendantes (Larouche, 1980 ; Shee, 1980 ; Baril *et al.*, 1983, etc.). Par ailleurs, le problème des enfants maltraités a également reçu l'attention de plusieurs études du Comité de la protection de la jeunesse (Lapierre, 1981 ; Martin, 1981 ; Martin et Messier, 1981) et de (Parizeau et Delisle ; 1974 ; Parizeau, 1976 et 1979).

2.4 Délits de certains groupes de personnes

[Retour à la table des matières](#)

Certains groupes de personnes sont responsables de délits traditionnels ou « nouveaux ». Ces groupes intéressent le criminologue autant pour le genre de délit commis que pour les caractéristiques sociologiques des personnes impliquées. Nous examinerons ainsi la délinquance des filles et des femmes, celle des mineurs, certains groupes

ethniques, les felquistes, les cols blancs, le crime organisé et les toxicomanes.

2.4.1 Les femmes et les filles

[Retour à la table des matières](#)

Les études sur la criminalité des femmes et des filles sont relativement récentes. Déjà Bertrand *et al.* (1969), dans son *Étude comparée de la criminalité féminine au Québec et dans huit autres pays*, soulignait que la criminalité des femmes représentait dix (10)% seulement de celle des hommes, en qualité et gravité autant qu'en quantité. Dix ans plus tard, Bertrand (1979) consacre son livre : *la Femme et le crime*, à un « non phénomène, l'absence des femmes de la scène de la criminalité officielle, et à la signification de cette absence » (p. 9). Les hommes sont toujours responsables de près de neuf délits sur dix. Sur cent délits commis par les femmes, l'auteur présente l'éventail suivant :

Les crimes contre la propriété avec et sans violence, les vols de plus de 200 \$, les vols de 200 \$ et moins, les recels et les fraudes ont servi à inculquer plus du tiers de toutes les femmes accusées de quelque crime que ce soit.

Plus d'un quart des femmes accusées l'ont été pour des crimes contre la morale et l'ordre public. Ce sont les délits reliés à la consommation de boissons alcooliques qui constituent la très grande majorité des infractions.

Les lois relatives à la circulation ont permis d'inculper près de 16% des femmes accusées. Il ne s'agit pas, en général, d'infractions très graves.

Les femmes représentent plus que leur part habituelle des accusés à propos des crimes reliés aux lois sur les drogues.

La catégorie criminalité des affaires parle par le petit nombre des personnes inculpées, des deux sexes. (p. 64)

Ailleurs dans son livre, Bertrand signale que : « largement sous-représentées parmi les auteurs de crimes graves et d'ailleurs de délits de tout genre..., les filles (moins de 18 ans) sont cependant surreprés-

sentées parmi les mineurs qui font l'objet d'un placement » (p. 148). Quant à la nature de leur délinquance, Bertrand écrit qu'en définitive « la délinquance officielle des filles reproduit la criminalité des mères » (p. 137). Une recherche plus récente sur *la Délinquance des filles* (Biron, Gagnon et LeBlanc, 1980) résume les principales caractéristiques de cette délinquance :

L'absence de délinquance générale et de délinquance criminelle apparaît trois fois plus marquée chez les filles que chez les garçons, alors qu'au plan des délits statutaires, le rapport est de deux pour un ;

les adolescentes éprouvent beaucoup moins de propension que leurs confrères pour la drogue, les comportements prédateurs, le vandalisme, les délits d'agression et la délinquance grave ;

la délinquance des filles apparaît nettement moins diversifiée que celle des garçons ;

la masse de la délinquance générale demeure stable dans le temps ; toutefois, les adolescentes, à l'instar des garçons, tendent à diminuer leur délinquance criminelle, alors que la délinquance statutaire augmente ;

parmi les types de délits criminels, seule l'agression tend à se résorber.

En résumé, les adolescentes montréalaises accusent moins de délinquance que leurs pairs, mais elles suivent un même schéma de développement que les garçons. (p. 158-159).

Un numéro spécial de la revue *Criminologie* (1983) sur *les Femmes et la justice pénale* pourrait permettre au lecteur de compléter son information sur la criminalité des femmes et des filles au Québec.

2.4.2 La délinquance des mineurs

[Retour à la table des matières](#)

La délinquance des jeunes de moins de dix-huit (18) ans a été analysée en profondeur, particulièrement grâce aux travaux du Groupe de recherche sur l'inadaptation juvénile de l'Université de Montréal. Une étude de LeBlanc (1968) décrit *la Délinquance juvénile à Montréal* de 1960 à 1966. Il constate que le volume de la délinquance diminue et ses formes se modifient lorsque nous nous éloignons du centre-ville. Une forte relation existe entre le statut social du délinquant et la nature de la délinquance : les quartiers défavorisés produisent plus de délits de violence, en gravité et en quantité, ainsi que plus de délits contre la propriété, du moins en quantité ; par contre, le vandalisme et le vol d'automobile sont plus fréquents dans les quartiers aisés. Demers (1969), pour sa part, compare la délinquance urbaine et celle des milieux ruraux et semi-urbains ; elle constate que le milieu urbain favorise particulièrement le vol d'automobile, la consommation et la vente de stupéfiants ainsi que le phénomène des bandes criminelles.

Une autre recherche de LeBlanc (1977a) sur *la Délinquance juvénile au Québec* en explore les tendances et les configurations. Récemment (LeBlanc, 1982), reprenait l'ensemble de ses études et traçait un portrait global de l'évolution de la délinquance de 1930 à 1980. Le tableau qui suit et ses conclusions méritent d'être retenus :

Tableau III.
*Taux de délinquance : Montréal 1932 à 1982**

(*) Établi à partir des statistiques que compile la Police de la ville de Montréal.

La trajectoire de la délinquance juvénile depuis les années 1930 n'a pas subi d'augmentation constante au cours de toute cette période (1930-1960) mais a plutôt connu de très fortes hausses en coïncidence avec les grandes crises sociales, les deux hausses les plus significatives étant enregistrées, la première au moment de la dépression économique et la seconde au moment de la Deuxième Guerre mondiale. Entre ces périodes, des baisses sensibles se manifestent : c'est ainsi qu'au cours des années 1950-1955 la délinquance juvénile au Québec fut à un niveau nettement plus bas qu'elle ne l'avait été au cours des trente années précédentes (p. 18).

Tout au long de la décade 1960-1970, c'est-à-dire sur une période d'une dizaine d'années, l'augmentation réelle de la délinquance juvénile au Québec et à Montréal n'a donc pas été alarmante même si elle a été substantielle (elle a été au total de l'ordre de 40% pour toute cette période) et semble s'être conformée au profil évolutif de la plupart des autres sociétés industrielles de l'Occident (LeBlanc, 1968) (p. 20).

Cette augmentation réelle semble avoir été causée par deux grands facteurs : le premier est un facteur d'expansion démographique résultant de l'augmentation considérable des naissances après la Deuxième Guerre mondiale (le « boom » des bébés d'après-guerre) ; cette vague a amené un

surplus de clientèle dans les services à partir du début des années 60 jusque vers 1969 ; autour de 1970, elle semble s'être résorbée ; le deuxième facteur est l'augmentation sensible, entre les années 1965 et 1971, des nouvelles formes de déviance, telles que l'usage de drogues, l'apparition des groupes hippies ou pseudo-hippies, la formation de gangs structurés, les gangs de motards par exemple, le développement de formes violentes de contestation étudiante, l'apparition des « drop-out », etc. ; à Montréal, ces nouvelles formes de déviance ont frappé surtout les classes aisées (c'est dans les classes aisées que l'augmentation est la plus forte) et les classes ouvrières (par opposition aux milieux défavorisés) et ce sont elles qui ont contribué à la croissance totale de la délinquance (LeBlanc, 1968).

À partir de 1970, le tableau de la délinquance semble se modifier substantiellement. Nous n'avons pas encore beaucoup de recul pour définir avec précision ces transformations mais les coups de sonde et les études qui viennent d'être terminées révèlent que les changements sont importants. En premier lieu, la courbe générale de la délinquance baisse de façon nette depuis 1969, une réduction sensible des taux de délinquance dans la région de Montréal se confirme ; cette tendance semble devoir se consolider, d'autant plus que le boom démographique (auquel il a été fait allusion) est dépassé, que la natalité est à la baisse (des écoles sont complètement fermées) et que les populations dans les diverses régions du Québec paraissent passablement stabilisées. En second lieu, les formes nouvelles de déviance, qui constituaient l'autre source d'augmentation de la délinquance, sont, elles aussi, en nette régression : l'usage de drogues diminue, les groupements de hippies se sont dissous, les gangs de motards sont à peu près disparus, la contestation violente est à peu près éteinte, etc. (Biron et LeBlanc, 1977 et LeBlanc, 1977). La déviance semble revenir à des formes traditionnelles (ainsi, alors que la consommation de drogues diminue, c'est la consommation d'alcool qui semble augmenter chez les jeunes). Il est d'ailleurs à noter que c'est la délinquance la plus traditionnelle qui soit, c'est-à-dire celle des classes défavorisées, qui, à travers toutes ces variations est demeurée, elle, d'une stabilité exemplaire (elle comptait au cours des années soixante pour 60% à 65% de la délinquance totale) (LeBlanc, 1968).

Il semble donc que nous soyons entrés dans une sorte de phase de tranquillisation, au cours de laquelle les phénomènes plus spectaculaires et sans doute plus artificiels de déviance s'atténuent pour laisser place à ce que j'appellerais la délinquance fondamentale, avec comme dominante les formes plus utilitaires et plus acquiescentes d'agir antisocial (il s'agit plus d'une délinquance de besoin) tels que le vol, le recel, l'effraction, les méfaits publics, avec aussi le retour à des structures de groupes moins organisées, moins ouvertement agressives et moins visibles socialement (ceci est déjà clair à Montréal où on est revenu aux petits gangs classiques de quar-

tier ou de rue, gangs peu structurés et ayant une déviance plus impulsive). Cette tranquillisation est particulièrement évidente à Montréal (pp. 21-22).

Plus loin, LeBlanc commente ainsi les statistiques de délinquance juvénile pour le début des années 80 :

Contrairement à ce qui avait été observé au cours des années 70, ce n'est plus la violence qui marque la délinquance des mineurs mais c'est de plus en plus les infractions contre la propriété et plus spécifiquement l'introduction par effraction. Ainsi, la délinquance acquisitive prend le pas sur la violence contre les personnes et du fait de cette transformation de la nature de l'activité délinquante, un accroissement important de l'ensemble de la délinquance peut être observé. Ce n'est pas qu'il y a plus de jeunes délinquants, c'est plutôt que la nature de leurs activités les porte à une production d'infractions plus importante. Il est bien connu des spécialistes du crime que le délinquant pratique avec une fréquence nettement supérieure le vol plutôt que l'attaque contre la personne (Fréchette et LeBlanc, 1979). En somme, l'augmentation de la délinquance des mineurs est beaucoup plus le résultat d'une modification de la nature des activités délinquantes des adolescents que le fait de la multiplication des jeunes délinquants (p. 29-30).

Signalons, finalement, au chapitre de la délinquance des mineurs, une étude intéressante sur le phénomène des bandes de jeunes réalisée par Legendre et Ménard (1973). Les auteurs ont repéré dans les dossiers de la police de Montréal 52 *bandes* (avec nom) et 658 groupes (sans nom) de délinquants. Les bandes sont mieux organisées que les groupes, commettent des crimes plus sérieux et en plus grande quantité, et leurs membres sont souvent des « récidivistes ».

2.4.3 Les groupes ethniques

[Retour à la table des matières](#)

Les taux de criminalité au Québec et à Montréal sont relativement proportionnels à la répartition des différents groupes ethniques du Québec. Par exemple, les francophones représentent 85% de la population et 85% environ de la criminalité officielle. La situation est donc différente de celle des États-Unis, par exemple, où les minorités noire ou latino-hispanique sont nettement surreprésentées dans les statisti-

ques de la criminalité. Quelques études québécoises méritent toutefois notre attention.

Une recherche de Ribordy (1970), *Conflit de culture et criminalité des Italiens à Montréal*, constate que l'image de la criminalité des Italiens « à la Cosa Nostra » est trompeuse, car la majorité des Italiens sont d'honnêtes citoyens. Ceux qui commettent des délits ne sont pas plus nombreux en proportion que les autres Québécois et la nature de leur criminalité n'a rien de particulier si ce n'est dans le domaine de la « déviance culturelle » où leurs « délits de jeux » sont plus importants.

Chez les autochtones du Québec, surtout les Inuits, Choquette (1972) démontre qu'il n'y a rien à signaler au chapitre du volume ou de la nature de la criminalité, sauf une certaine criminalité mineure plus importante à cause d'une forte consommation d'alcool. La Commission de réforme du droit du Canada (1974a) en arrive à la même conclusion, tout en soulignant que les femmes autochtones sont un peu plus « actives » que les autres femmes sur le plan de la délinquance et de la criminalité « mineure ». L'étude de Finkler (1980), enfin, souligne également que les délits reliés à l'alcool (vagabondage, vol, ivresse, etc.) sont les seuls délits significatifs.

2.4.4 Les felquistes

[Retour à la table des matières](#)

Le thème du terrorisme et des délits politiques est important au Québec, depuis les années 60 (Savoie, 1963 ; Paré, 1971 ; La Presse, 1975) et l'émergence du Front de Libération du Québec (F.L.Q.), jusqu'aux événements dramatiques de la « crise d'octobre » en 1970 et de ses séquelles jusqu'à nos jours. Une littérature abondante existe sur le sujet, soit une soixantaine d'ouvrages. Toutefois, plusieurs documents (La Cognée, 1963-67) et plusieurs livres relèvent du témoignage et de l'idéologie (B. Smith, 1963 ; Vallières, 1968, 1971a, b, c ; Parti Pris, 1968, 1971 ; Mongeau, 1970 ; Unterberg, 1971 ; Gagnon, 1972) plutôt que de la description scientifique (ce qui ne diminue pas leur intérêt mais ces écrits ne s'inscrivent pas dans l'objectif de notre ouvrage). La description de certains faits lors de la crise d'octobre (gouvernement

du Québec, 1970) ainsi qu'une certaine analyse et interprétation ont été livrées par des auteurs comme Trait (1970), le *Montreal Star* (1970), Haggart et Golden (1971), Dufresne *et al.* (1971), Lacoursière (1972), Vadeboncœur (1971), Dumont (1971), Ryan (1971a, b), G. Pelletier (1971), Provencher (1971, 1974), Vallières (1977a, b), la Ligue des droits et libertés (1978), Dion (1979), ainsi que par des numéros spéciaux de revues de l'époque (*Actualité, Maintenant, Relations, Parti Pris*). De plus, des romans en ont fait leur trame de fond (Perault, 1971 ; Godbout, 1972 ; Buller, 1974 ; Beauchemin, 1974 ; Lemay, 1974) ainsi que des recueils poétiques (Decotret, 1971 ; Ladouceur, 1971 ; Larue-Langlois, 1971 ; Dostie, 1974 ; en coll., 1975 ; Ferron, 1975 ; Major, 1975 ; J. Lanctôt, 1979). Plusieurs des « terroristes » québécois ont écrit des livres sur le sujet au cours des dernières années (Carbonneau, 1972 ; Dossier Paul Rose, 1981 ; L. Lanctôt, 1981 ; J. Lanctôt, 1982 ; De Vault, 1981 ; Schrim, 1982 ; Simard, 1982). Récemment, un livre (Fournier, 1982) et un article (J. Pelletier, 1982), ont de nouveau jeté un éclairage global sur le sujet, le premier comme journaliste et le second comme écrivain.

Les travaux scientifiques québécois et canadiens sur le terrorisme sont l'œuvre de juriste (Beaudoin, Fortin, Szabo, 1970), de politicologues (Tchoryk et Pelletier, 1965 ; Smith, 1971 ; Moore, 1971 ; Saywell, 1971 ; Rothstein, 1971 ; Rapoport, 1971 ; Bellavance, Gilbert, 1971 ; Regush, 1973 ; Buller, 1973 ; Laurendeau, 1974), de psychiatres (Morf, 1970a, b), de criminologues (Mokolo, 1968 ; Normandeau, 1964 ; Normandeau, Robert et Saury, 1973 ; Normandeau *et al.*, 1971b, 1974 ; Crelisten, Laberge, Szabo, 1978, 1979 ; la revue *Criminologie*, 1980) ou de Commissions d'enquête (Duchaîne, 1980 ; Keable, 1981 ; McDonald, 1981).

Szabo (*in* Beaudoin *et al.*, 1970, p. 24) nous rappelle la définition classique de Lévy-Bruhl : « Sont des délits politiques, les infractions commises en vue d'un intérêt qui dépasse celui de l'auteur et qui tendent à réaliser une réforme de l'ordre politique, social, religieux, etc. Toutefois, elles sont privées des avantages qui les caractérisent et sont assimilées aux délits de droit commun si elles heurtent, par les moyens utilisés, l'opinion publique. »

Dans ce sens, les actes « criminels » commis par les militants du F.L.Q. relevaient de la violence criminelle classique : vol à main armée pour financer leurs activités, explosion de bombes qui détruisaient certains biens matériels de valeur et qui, à certaines occasions, provoquèrent « mort d'homme », et, enfin, meurtre de Pierre Laporte. En contrepartie, certains actes des agents de police, tels que divulgués par les commissions d'enquête, relèvent également d'une criminalité classique : vol de documents, fabrication et falsification de faux documents, incendie criminel d'une « grange »,

L'étude la plus complète est celle menée par Laurendeau (1974). Dans son introduction, l'auteur tente, au moyen de descriptions, de définitions, de distinctions et de l'examen de diverses modalités, d'arriver à délimiter l'objet de sa recherche : la violence d'inspiration politique, manifeste et illégale, à caractère instrumental, qui est le fait des minorités. De façon comparative, il lui apparaît nécessaire aussi d'analyser la violence du pouvoir politique. Dans une première partie, il scrute en détail l'idéologie de la violence au Québec, en démontrant son double caractère nationaliste et marxiste. Il démontre que l'idéologie québécoise de la violence, loin d'être monolithique, varie énormément et se trouve beaucoup plus fractionnée qu'on ne le croit généralement.

Dans la seconde partie, il découvre d'abord, au moyen d'une approche beaucoup plus quantitative, la connexité étroite qui existe entre la violence d'inspiration politique organisée autour d'un projet et la violence, apparemment incontrôlable, qui surgit au cours des manifestations. Les chiffres nous révèlent que la violence politique reste un phénomène urbain, plus spécifiquement montréalais, que les moyens utilisés par les terroristes se sont perfectionnés, que la violence a augmenté en intensité et en dynamisme et, de plus, qu'il y a eu évolution dans le choix des cibles visées. Les données empiriques lui permettent de conclure qu'il y a eu au Québec trop « peu » de violence pour une société menacée d'extinction culturelle et « colonisée » sur le plan économique et politique, mais beaucoup « trop » de violence pour une société qui retire du système capitaliste nord-américain un niveau de vie supérieur à celui de bien des Européens, de même qu'une certaine liberté d'expression et de conduite.

Après les actes, il passe aux acteurs, dont il essaie alors d'esquisser un portrait sociologique et psychologique au moyen de certains dossiers. Il constate que les déviants politiques ont un niveau d'instruction supérieur à la moyenne des Québécois, qu'ils sont capables de dialectique et sont inspirés par une motivation altruiste. Sociologiquement, du point de vue de l'âge et de la classe sociale, on se rend compte que les déviants politiques correspondent assez bien au type classique du révolutionnaire. Par contre, plusieurs déviants politiques ont fait, à un moment de leur vie, un constat de demi-échec. Les biographies nous révèlent, en outre, que tous étaient des individus sociables, combattifs et actifs. Sur le plan criminologique, il est inexact, sinon tendancieux, de les assimiler à des criminels ordinaires, car ils n'ont pas de dossiers judiciaires antérieurs et ne proviennent pas de milieux « tarés ». Une analyse attentive de leurs actions nous démontre qu'ils utilisent des techniques spécifiques, visant des cibles spécifiques. Leur conduite n'est, d'ailleurs, que semi-violente.

Il termine cette partie par une analyse de la répression. Il remarque que, malgré une différence de nature chez les déviants politiques, le traitement et le statut qui leur sont accordés les soumettent à la justice de droit commun, qui présente certes des avantages, mais laisse quand même ces déviants bien particuliers à la merci de l'arbitraire du pouvoir politique. Or, malgré le souci apparent de légalité rigide affiché par les pouvoirs publics en réaction aux événements « terroristes » des années 1962-1972 au Québec, les gouvernements et les services de sécurité (police, gendarmerie royale, armée, etc.) ont également eu recours à des moyens d'une légalité douteuse, sinon franchement illégaux. Souvent, la réaction était exagérée. Au cours de l'affrontement idéologique, le discours de la répression face au discours révolutionnaire, ne pouvait aboutir qu'à un dialogue sans issue. En présence de la logique militante des révolutionnaires, l'argumentation répressive a été souvent fallacieuse et sophiste. De plus, l'analyse d'un certain nombre de faits jette un doute assez sérieux sur la version officielle des événements d'octobre 1970. Les rôles exacts joués par les gouvernements de tous les paliers, par les divers corps policiers, par la pègre et par les agences américaines, ne paraissent pas avoir été dévoilés, malgré les efforts des commissions d'enquête Duchaine (1980), Keable (1981) et McDonald (1981).

En dernière partie de son étude, Laurendeau, à l'instar de Mokolo (1968), confronte l'idéologie révolutionnaire québécoise ainsi que les données empiriques recueillies avec les grandes théories sociologiques et criminologiques. À la lumière de ces modèles, il semble que l'éruption de la violence politique au Québec, de 1962 à 1972, est due à un écart entre les aspirations collectives montantes (l'idéologie les a cristallisées) et les aptitudes du système politico-social à satisfaire ces aspirations (Normandeau, 1964). A cette frustration vécue s'est ajoutée la frustration anticipée, c'est-à-dire, la perception que le système serait de plus en plus inapte à combler, dans l'avenir, les besoins sociaux et économiques grandissants. En cherchant les causes ultimes, nous découvrons que la frustration vécue et la frustration anticipée étaient dues, en partie, au fait que le Québec est passé brusquement d'une société traditionnelle à une société moderne. Le Québec, qui a subi plus qu'il n'a assumé son développement économique, n'a pas senti le besoin de moderniser ses institutions sociales et ses structures politiques, jusqu'à ce que leur dysfonctionnalité éclate (la *Presse*, 1975).

D'autres travaux scientifiques québécois sur le terrorisme sont également intéressants, mais ne seront pas repris dans le cadre de cet ouvrage, car ils concernent la réaction sociale et l'opinion publique (Bellavance, Gilbert, 1971), l'étude « clinique » des déviants politiques (Morf, 1970), ou décrivent de façon plus universelle que locale le phénomène du terrorisme (Crelisten, Laberge, Szabo, 1978, 1979) et de la protestation en groupe (Normandeau, Robert, Sauvy, 1973 ; Normandeau *et al.*, 1974).

2.4.5 La criminalité des cols blancs

[Retour à la table des matières](#)

Les recherches sur la criminalité dite de « col blanc » ont été pratiquement inexistantes au Québec jusqu'au milieu des années 70. Quelques données relatives à cette espèce d'infractions émanent des travaux effectués par diverses commissions d'enquête, qui ont notamment étudié les faillites frauduleuses (Québec, Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale, vol.

3, t. 1, 1969), le crime organisé et le monde des affaires (Commission de police du Québec, 1977), la publicité trompeuse (Commission de police du Québec, 1978) et les coûts de la 21e Olympiade de Montréal, (Québec, Commission d'enquête sur le coût de la 21e Olympiade, 1980).

Ces divers ouvrages ne nous permettent cependant pas de déterminer le volume et les tendances de cette forme particulière de la criminalité. La même remarque s'applique à certains travaux, de nature essentiellement juridique, réalisés par la Commission de réforme du droit du Canada sur la responsabilité pénale et les conduites collectives (1976a), le vol et la fraude (1977, 1979) et le tribunal antidumping (1980), ainsi que par Brissette, sur la pratique des sentences sanctionnant ces infractions (1978, 1982).

En 1974, Langlois analysait les dossiers relatifs à plus de 2 000 fraudes par faux chèques commises à Montréal entre 1968 et 1971, et repérait l'existence de trois grandes catégories de fraudeurs : les professionnels, les semi-professionnels et les amateurs.

À partir de 1977 commence à se développer un ensemble de recherches sur la criminalité d'affaires, qui utilisent néanmoins une approche centrée sur l'étude des mécanismes de contrôle (Lévesque *et al.*, 1977 ; Kedzior, 1979 ; Rico *et al.*, 1981 et 1982a ; Parent, 1982). Parmi ces recherches, seule celle effectuée par Rico *et al.* fournit quelques indications sur le volume de ce type de délits. Elle montre, en effet, la place, plus que modeste, qu'occupent au Québec certaines infractions pouvant être considérées comme appartenant à la catégorie « criminalité d'affaires » (fraudes en général, fraudes par chèques et par cartes de crédit, infractions contre les lois fédérales relatives à la faillite, à l'accise et aux douanes), par rapport à l'ensemble des délits prévus au Code criminel. C'est ainsi que la somme des infractions de cette nature communiquées à la police ou connues par celle-ci ne représentait, en 1978, que 8,1% de l'ensemble de tous les délits prévus au Code criminel (4,1% pour les fraudes, 2,8% pour les faux chèques, 0,3% pour les cartes de crédit, 0,9% pour les autres fraudes et des pourcentages insignifiants pour les infractions aux lois fédérales). D'autres recherches récentes sur la corruption politique et administrative (Rico *et al.*, 1982b ; Rico et Cordeau, 1983 ; Acosta, 1984), éga-

lement orientées dans une optique de réaction sociale, n'offre que des exemples marqués concernant cette forme spécifique de délit. Par contre, une étude réalisée par Tremblay et Saint-Pierre (1983) sur les fraudes bancaires par cartes de crédit, décrit systématiquement les fraudes de cette nature commises à Montréal, Toronto, Ottawa et Québec entre 1975 et 1982, montrant le caractère collectif et organisé de cette forme de délinquance.

2.4.6 Les membres du crime organisé

[Retour à la table des matières](#)

La recherche criminologique québécoise semble s'être principalement intéressée à la problématique du crime organisé par le biais de commissions d'enquête. C'est ainsi que la Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale au Québec (Commission Prévost) et la Commission d'enquête sur le crime organisé (CECO) ont toutes deux contribué à une meilleure connaissance du phénomène du crime organisé au Québec.

Dans la *Société face au crime* (vol. III, t. III), la Commission Prévost (1970) définit ainsi le crime organisé :

une société permanente et secrète qui réserve généralement la violence pour la régie interne, mais dont la conspiration constante vise un profit considérable et régulier, soit en offrant des services illicites, soit en s'infiltrant à l'intérieur d'entreprises légales, de façon à établir des monopoles lucratifs (p. 67).

Concernant le jeu, le rapport d'enquête nous apprend qu'il constitue l'occupation la plus lucrative du crime organisé. Paris clandestins, loteries illégales, « pools » de toutes sortes permettent aux dirigeants de cette société particulière d'utiliser l'argent qu'ils retirent de ces activités « pour s'adonner au commerce massif de narcotiques et pour établir de véritables réseaux de prêts usuraires » (p. 96). Devenue une activité très structurée, il semble à peu près impossible de parvenir aux individus qui sont à la source de l'exploitation du jeu.

D'autres activités heurtent et exploitent le public et même le criminel isolé, de manière plus directe. C'est ici que nous pouvons retrouver l'intimidation, la corruption, la violence, etc.

En ce qui a trait aux périodes de violence interne que traverse périodiquement le monde du crime organisé, elles seraient dues au fait que celui-ci se veut à la fois être un service et un monopole.

De plus, « le crime organisé doit dissimuler le fait qu'il tend obstinément au monopole ». De ce fait, cette organisation ne peut tolérer ni concurrence, ni rivalité, ni contestation.

Créée en 1972, la Commission d'enquête sur le crime organisé (CECO) trouve sa place au sein des activités de la Commission de police du Québec. Son mandat original devait prendre fin le 31 décembre 1975, mais depuis ce temps, il a sans cesse été renouvelé. Ainsi, la CECO serait pratiquement devenue une commission permanente.

Voici un extrait de l'arrêté en Conseil duquel origine la CECO. De ce texte, nous pouvons dégager la nature présumée du crime organisé par les législateurs de l'époque :

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de la Justice et Procureur général : QUE dans la lutte contre le crime organisé, la Commission de police du Québec fasse enquête sur les activités des organisations ou réseaux, les ramifications de ces organisations ou réseaux et les personnes qui y concourent, dans la mesure où ces organisations ou réseaux opèrent dans les domaines du jeu et du pari illégaux, dans les domaines du prêt usuraire (*shylocking*), de l'extorsion, du trafic illégal de la drogue et des stupéfiants, de la contrefaçon, de la fraude commerciale, des faillites frauduleuses et des incendies criminels, de la manipulation illégale d'actions ou de l'agiotage et des agissements frauduleux de corporations, des pressions exercées illégalement sur les hommes d'affaires ou membres d'association ou de corporations afin de les contrôler ou de leur extorquer de l'argent ou des biens, du vol d'obligations, du vol de titres et de métaux précieux, du vol et du démantèlement d'automobiles, du commerce des effets volés, de la prostitution, des alambics clandestins et du trafic d'alcool frelaté, de l'exploitation illégale des consommateurs, du chantage, de l'intimidation et de la corruption, et de l'obtention illégale ou par des moyens illégaux de permis émis ou des décisions adoptées par des organismes publics (pp. 320-321).

A partir de cette nomenclature, on constate que le crime organisé semble regrouper une variété plutôt imposante de secteurs d'activités. Dans les faits, la CECO a déjà étudié plusieurs dossiers spécifiques. Le premier (1974), et probablement celui qui a fait couler le plus d'encre, car il concerne tous les consommateurs, est celui d'une fraude économique par l'introduction frauduleuse de viande « avariée » sur le marché de la consommation humaine. Dans son second rapport (1976), la Commission s'est penchée sur des organisations criminelles particulières. Dans un premier volet de cette nouvelle enquête, il est question de la famille Cotroni-Violi et aussi de la nature et des activités du groupe Dubois. Par la suite, les commissaires traitent, entre autres, du racket de la protection, du prêt usuraire, de la prolifération des armes à feu, de la Mafia italienne à Montréal, de William Obront et ses acolytes. Une autre étude porte sur la situation de quelques bandes de motards (1978) et de certaines entreprises soupçonnées d'entretenir un « commerce douteux » sous une apparence de légalité (1980). Enfin, son dernier rapport (1984) dénonce la criminalité dans le milieu de l'industrie du vêtement au Québec.

Deux travaux indépendants méritent également d'être soulignés. *La Filière canadienne* (Charbonneau, 1975) n'est pas le fruit d'une recherche criminologique classique, mais il s'agit d'un document descriptif utile. Dossier essentiellement historique, comme le souligne l'auteur, ce livre reconstitue, dans les moindres détails, toutes les enquêtes d'envergure qui ont été menées sur le trafic de l'héroïne par la section montréalaise de la brigade des stupéfiants de la Gendarmerie royale du Canada.

Le travail de Tremblay et Kedzior (1985), par contre, dépasse le cadre du crime organisé et analyse l'ensemble des « pratiques criminelles » à Montréal, de 1920 à 1980, ainsi que les « organisations criminelles » qui les alimentent. Il s'agit de criminels organisés en « bande criminelle » ou en « chaîne criminelle » (réseau pour le trafic de drogues ; réseau pour les automobiles volées ; réseau de fraudeurs) qui, à l'occasion, mais pas toujours, loin de là, regroupent les activités du crime organisé.

2.4.7 Les toxicomanes

[Retour à la table des matières](#)

Les toxicomanes couvrent le champ de la consommation abusive de l'alcool et des stupéfiants de toutes sortes. La consommation de l'alcool n'est pas un délit en soi, mais certains délits sont commis sous l'effet de l'alcool. Par contre, la consommation des stupéfiants est en soi un délit au Canada. De plus, certains délits sont commis sous l'effet de stupéfiants et des délits sont commis pour se procurer précisément tel ou tel stupéfiant. Le trafic des stupéfiants est évidemment un délit, ce qui n'est pas le cas, la plupart du temps, de la vente d'alcool qui est contrôlée par l'État. Au temps de la prohibition, toutefois, dans les années 20 aux États-Unis, le trafic de l'alcool était un délit. On se souvient de la légende d'Al Capone !

La Commission d'enquête sur l'usage des drogues à des fins non médicales (Le Dain) a été créée en 1970 par le gouvernement du Canada. Son mandat consistait à faire un bilan des connaissances sur le sujet, d'enquêter sur les facteurs sociaux et psychologiques associés à la consommation et de suggérer, enfin, les moyens de contrôler ce phénomène.

La Commission constate que l'usage des drogues augmente sous toutes ses formes et qu'il y a un lien entre la consommation des drogues à des fins non médicales et un certain nombre de délits.

Une étude de LeBlanc (1972a), en prolongement des travaux de la Commission, tentait par la suite de « décrire une nouvelle forme d'inadaptation en milieu aisé, l'usage des drogues mineures : hallucinogènes, marijuana et haschich, et psychédéliques, surtout le LSD ; la question centrale étant : Quelles sont les caractéristiques d'un groupe d'adeptes de drogues mineures de milieu aisé ? » (p. 127-128). La recherche est basée sur l'observation participante. LeBlanc conclut que :

Le résultat le plus intéressant de cette recherche est la démonstration de la relation directe entre la drogue et les aspects structurels et culturels du regroupement étudié. Ainsi, la structure du groupe est un reflet de la structure de la distribution et de l'implication dans la consommation. Les activités sont dominées par la flânerie et la drogue est le point de rencontre des individus en raison de l'expérience vécue ensemble, et la distribution est le moyen de subsistance du groupe surtout de ses principaux membres, elle permet de louer un appartement, centre de la vie du groupe. La culture du groupe est aussi le reflet de l'éclat dans lequel les drogues utilisées maintiennent les adeptes ; ils manifestent la même torpeur envers les orientations aux valeurs que celles que produisent les drogues hallucinogènes. En somme, la drogue, son usage et/ou sa vente conditionnent la personnalité du groupe d'adeptes étudiés, ce qui nous permet de comprendre pourquoi, dans ses aspects structurels et culturels, un tel groupe se distingue des bandes délinquantes traditionnelles (p. 172).

D'autres travaux criminologiques méritent d'être signalés :

- Le Groupe de recherche sur l'alcoolisme de l'Université de Montréal (Fattah, Gaudreau-Toutant et Tremblay, 1970) ;
- L'organisme pour la prévention et le traitement des toxicomanies (O.P.T.A.T.) du gouvernement du Québec qui mène des recherches et publie la revue *Toxicomanies* depuis 1970 (Boudreau, 1970 ; Durocher, 1970) ;
- Rizkalla *et al.* (1971) sur les implications économiques du phénomène de la drogue ;
- Gagné (*in* Szabo, Gagné et Parizeau, 1972) sur la consommation de drogues dans un milieu aisé.

Ces travaux, toutefois, ne traitent que de façon passagère les configurations de la criminalité associée à l'alcool et aux autres stupéfiants.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi, les travaux de recherche sur les tendances et les configurations de la criminalité et de la délinquance ont été fort nombreux au Québec au cours des vingt dernières années. Historiquement, ils semblent répondre à une double nécessité : développer un corpus de connaissances inexistant dans notre milieu et étudier certaines formes de criminalité particulièrement préoccupantes à certaines périodes de notre histoire récente (infractions « politiques » au début des années 70, vols à main armée, etc.). De nombreuses recherches ont été également menées dans le cadre des travaux de diverses commissions d'enquête (Commission Prévost, Commission de police, etc.). Toutes ces études s'inscrivaient, par ailleurs, dans la perspective adoptée par la grande majorité des spécialistes québécois dans ce secteur, selon laquelle la criminologie, sans négliger la recherche fondamentale, est avant tout une discipline appliquée. Cependant, et jusqu'aux cinq dernières années, les recherches sur ce thème ont porté, de façon générale, sur la criminalité conventionnelle. Il fallait, sans doute, commencer par le commencement dans un milieu où tout était à faire et répondre aux réalités et aux exigences spécifiques de cette époque.

Au cours des cinq dernières années, plusieurs types de conduite deviennent d'importants problèmes sociaux, alors que, par ailleurs, le mouvement critique en criminologie a un impact considérable sur notre discipline. Les recherches précédentes avaient, en outre, montré les limites des sources traditionnelles d'information en cette matière. C'est sans doute pour ces raisons que les travaux récents relatifs aux tendances et aux configurations de la criminalité et de la délinquance portent, depuis quelques années, sur des thèmes tels que la criminalité d'affaires, la corruption politique et administrative, les mauvais traitements à certaines *catégories de personnes (enfants, femmes, etc.), les atteintes aux droits fondamentaux, etc., et que l'on utilise, en plus

des statistiques criminelles, d'autres méthodes plus fiables de collecte de données, notamment les enquêtes de victimisation.

On peut, par conséquent, émettre l'hypothèse qu'au cours de la prochaine décennie les recherches dans ce secteur continueront à porter sur ce type d'infractions et de problèmes non conventionnels. Quant à certaines formes conventionnelles de criminalité qui, par leur nombre et/ou par leur gravité, préoccupent aussi bien le public que les autorités politiques, elles seront analysées à partir de bases et d'instruments plus fiables que par le passé.

Fin du texte